

EDGARD RAZAFINDRAVAHY

Un homme nouveau
une vision nouvelle

Une chance

C'est un homme discret et réservé. Un homme au parcours remarquable mais encore peu connu du grand public. Il a choisi de délaissier ses propres affaires, et gère depuis août 2009 la ville d'Antananarivo. On pourrait croire que le PDS y est arrivé par hasard. Au fait, tout dans sa vie personnelle l'a préparé au service.

Et pas du tout timoré, mais à sa manière, c'est-à-dire sobre, circonspecte mais volontariste, Edgard Razafindravahy s'évertue jour et nuit à trouver les moyens d'améliorer la qualité de vie de ses administrés. Nommé à la tête de la Commune urbaine par Andry Rajoelina, président de la Haute Autorité de la Transition, il émerge de l'ombre par ses actions au profit de la population tananarivienne, ce qui a poussé un nombre de plus en plus grand de Malgaches à chercher à mieux le connaître, cet homme d'affaires qui, désormais, consacre sa vie à améliorer le sort de ses concitoyens.

Qui est Edgard Razafindravahy ? D'où vient-il ?
Où va-t-il ?

On sait seulement qu'il vient du monde des affaires. Et que parti du quartier d'Anjohy, il a joué dans la cour des grands. On sait qu'il a de grandes ambitions pour la ville d'Antananarivo et pour son

©Edgard Razafindravahy (Juillet 2012)

Design & Page layout : Graphic Press Ltd
Rue des Oursins, Baie du Tombeau
Mauritius
Tel : 206 8217 – fax : 247 4247
e-mail : graphicpress@intnet.mu

Printed by : Caractère Ltée
Rue des Oursins, Baie du Tombeau
Mauritius
Tel : 206 8484 – fax : 247 1041
e-mail : caractere@intnet.mu

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or otherwise, without the prior permission of the Copyright owner.

pays.

Avant sa nomination, on savait seulement qu'il était le PDG du groupe Prey qu'il a fondé et que son groupe comprend aujourd'hui des sociétés dans le négoce, l'imprimerie, les médias. Mais même après les deux années qu'il a passé à la tête de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), pour le citoyen lambda, il est resté un illustre inconnu. Sauf qu'il a déjà commencé à susciter des jalousies et des inimitiés. C'est ainsi qu'il s'est découvert des adversaires qui ont monté contre lui des affaires fortement médiatisées censées le discréditer. Il s'est parfaitement défendu et on le sent prêt, désormais, à ne plus se laisser faire.

Cet ouvrage vise à mieux faire connaître le PDS d'Antananarivo. La connaissance du personnage aiderait à mieux comprendre ses actions, ses projets et ses réussites ! Il n'est pas, loin s'en faut, l'homme froid et distant qu'une certaine rigidité en public, pousse à penser. Ceux qui ont l'occasion de le fréquenter connaissent un homme avenant et chaleureux, que la pudeur et la réserve obligent à rester toujours disponible pour les autres, toujours prêt à soutenir ceux qui le sollicitent, éternellement anxieux de sortir sa ville et son pays du marasme persistant.

Cette courte biographie prétend répondre avec objectivité aux questions que tout le monde se pose à son sujet. Qui est-il vraiment ? Quelles sont ses

origines ? Quelles sont ses idées et ses convictions ? Quelles ont été ses réalisations à la Commune urbaine d'Antananarivo ? A-t-il des ambitions politiques ? Quelles sont ses réussites ? Ses échecs ? Cet ouvrage répond, de plus, à la question qu'un nombre de plus en plus grand de Malgaches se pose : Edgard Razafindravahy a-t-il un projet de société pour Madagascar ? En un mot : Edgard Razafindravahy est-il une chance pour Madagascar ?

L'homme nouveau

Une enfance laborieuse, et une dure école de la vie...

Marie Noé Edgard Razafindravahy, le président de la Commune Urbaine d'Antananarivo que les Malgaches commencent à connaître, est un homme d'une trempe exceptionnelle. Né le 25 juin 1961, à Antsirabe à la maternité Ave Maria, juste un an après l'indépendance de Madagascar, grandi à Anjohy, un quartier de la Haute Ville d'Antananarivo, c'est à la force du poignet qu'il s'est forgé un fabuleux parcours d'entrepreneur, une vie super active marquée par des réussites spectaculaires.

L'homme est fier de ses réussites comme de ses origines. Par son père, Edgard est un " *zana-drazana* " d'Ambohimalaza de la lignée d'Andriantompokodrina, un ancêtre éloigné du temps de la royauté merina. Il est pétri de culture malgache, il a beaucoup appris des vieux *raiamandreny* des communes rurales du pays mais il est aussi un homme d'ouverture. Il n'arrête pas de voyager, de découvrir de nouvelles contrées, de faire de nouvelles expériences.

Après leur mariage, les parents d'Edgard habitent à Antananarivo, dans le quartier d'Anjohy.



Un homme nouveau, une vision nouvelle

Sa mère, Haingo Eulalie Raharisoa, est née à Antsirabe et y a grandi parce que son père (le grand-père d'Edgard) a été un prospecteur de mica dans la région. Le cardinal Armand Gaëtan Razafindratandra était le cousin de son grand-père maternel. Du côté de son père, Edgard a cinq oncles et deux tantes. Du côté de sa mère, il a cinq tantes et cinq oncles, dont Victor Ramahandry pour qui il a une grande reconnaissance. Lui-même a un frère et trois sœurs. Cette grande fratrie a appris à Edgard le culte de la famille ; c'est devenu aujourd'hui une de ses forces.

Au début, le père et les grands-parents paternels d'Edgard sont des marchands au Zoma. Il s'en souvient toujours : *“ Pour aider mes grands-parents, j'allais souvent au Zoma en passant par Antsababe. Je transportais sur ma tête des articles de confection et de broderie le long de l'escalier d'Anjoby ”*. Edgard garde de son grand-père un bon souvenir en raison des conseils qu'il lui a prodigués. Leurs relations se sont intensifiées à la mort de sa femme quand, ne voulant pas vivre seul, le grand-père vient habiter chez eux. La mort de la grand-mère est une première expérience pénible pour le jeune Edgard.

“ J'ai connu pour la première fois de ma vie ce que signifie perdre un être cher ”, raconte-t-il.

Son père...

Le père d'Edgard était comptable à La Ligne Scandinave (SEAL). Edgard et son frère rêvent alors de faire des voyages en Scandinavie et des croisières en bateau. Malheureusement, son oncle, le frère de son père, perd son emploi à la STAR, une société de mise en bouteilles de boissons gazeuses, et pour venir en aide à son frère, son père démissionne de la SEAL. Parce que dans la tradition malgache du *tsimisaramianakavy* (dans la famille, tous pour un et un pour tous), les membres d'une même famille se doivent d'être solidaires en toutes choses et surtout dans le malheur.

C'est ainsi que pour aider son frère, le père d'Edgard achète auprès de Renault un car Super Goélette pour en faire un taxi brousse toutes lignes, plus particulièrement entre Antananarivo et Antsirabe. Malheureusement, le car supposé neuf est en réalité d'occasion. Son moteur explose après six mois alors qu'il faut payer des traites de 22 mois. La famille fait faillite et doit déménager à Ambohimalaza.

Dans son village, le père d'Edgard se lance dans toutes sortes d'activités pour faire vivre sa famille : il vend des pains grillés, il ouvre une épicerie, etc. Mais cela ne fut sans conséquences sur sa santé qui se détériora pour cause d'épuisement

! Aujourd'hui encore Marcel Razafindravahy pense à cet épisode avec amertume : *“ J'avais un bon emploi à la SEAL. J'y ai travaillé, pendant onze ans. J'y étais un comptable estimé de mes patrons. Je regrette d'avoir démissionné. Ce fut la plus grande erreur de ma vie. À cause de cette bêtise, pour élever ma famille, j'ai été obligé de faire toutes sortes de travaux. C'est ainsi que ma santé s'est détériorée. ”*

Sa mère...

À l'époque, pour soutenir la famille, la mère d'Edgard fait de la confection de marché. Elle produit des shorts qu'elle vend le mercredi au marché d'Andravoahangy et le vendredi au Zoma. Elle conserve des souvenirs précis de cette période : *“ Un jour, j'étais dans un bus. Je triturai dans mes mains le seul billet de banque qui me restait, ne sachant pas trop ce que j'allais acheter parce qu'il fallait tout acheter et je n'avais que ce seul billet. Un vieux monsieur s'assit alors à côté de moi. Voyant ce que je faisais, il me dit : “ L'argent, mon enfant, n'est pas loin de toi pour peu que tu y fasses attention, ”* Le vieux monsieur parti, la mère d'Edgard change d'avis. *“ Je décidais de ne pas faire mon marché et je pris des renseignements sur les articles qu'on pouvait acheter et revendre rapidement. Plusieurs vendeurs m'ont assurée que les shorts se vendaient bien, j'ai décidé de faire un essai. J'ai acheté des shorts avec la moitié de mon petit pécule. J'ai pu les revendre facilement, et c'est ainsi que je suis lancée dans le commerce des shorts. ”*

Les collatéraux...

Edgard, son frère et ses sœurs aident leur mère à écouler ses shorts. Ils passent de longues heures au marché. Ils prennent alors l'habitude de manger du "vary amin'anana" à la saucisse sur une natte, à même le sol, sous le "mobile shop" en tubes métalliques démontables de leur mère.

Les enfants découvrent là une vie simple et rustique. Ils voient aussi autour d'eux des exemples de l'honnêteté, de la droiture, de la probité et du respect des autres. Mais le travail est exténuant et pendant des années, ils vivent dans la hantise de la mort subite de leur mère.

Le jeune Edgard découvre aussi, à Ambohimalaza, ce que veut dire "différence de classes". Il voit bien que leur voisin, un oncle par alliance, mari de la sœur de son père, mène une vie bien différente de celle de ses parents. Cette expérience a laissé des traces. Edgard raconte :

" Mon oncle entretenait un train de vie supérieur au nôtre parce qu'il était un officier de l'Armée française. Il comptait parmi ses fréquentations le jeune officier de gendarmerie Richard Ratsimandrava. Il faisait étalage de son aisance et s'enorgueillissait d'avoir un magasin qui vendait des souvenirs à Antsiranana. Malheureusement pour lui, il a tout perdu en 1975, parce que suite aux émeutes anti-merina d'Antsiranana, les manifestants ont complètement saccagé son magasin. "

Une scolarité d'éveil et de pugnacité...

C'est déjà pour le jeune Edgard le temps de commencer sa scolarité. Il fait le va-et-vient entre Antsirabe et Ambohimalaza. Il est inscrit à l'École Saint Joseph à Antsirabe. Puis, avec son frère, il ira à l'École protestante Vinet d'Ambohimalaza. Les deux frères passeront leur examen du CEPE à Ambohimalaza en mai 1972.

Les maîtres d'école d'Edgard à l'École Vinet, Arisoa Rakotomamonjy (dit Bernard) et sa femme Delphine Razanamiarantsoa, aujourd'hui à la retraite, habitent toujours à Ambohimalaza. Ils se souviennent du jeune étudiant. Bernard raconte : *" On se souvient bien d'Edgard. Il recherchait sans cesse la perfection. Quand on lui donnait une mauvaise note, il voulait toujours savoir en quoi il avait failli. Quand nous lui demandions pourquoi il posait cette question, il nous répondait : c'est pour ne pas refaire la même faute et avoir une meilleure note la prochaine fois. "*

Les amis non plus n'ont pas oublié Edgard. Ils se souviennent combien ils avaient pris l'habitude de jouer avec lui au "tsoa-bato" à cinq pierres, au pied du vieux jacaranda de l'École Vinet. Ils aiment se remémorer avec Edgard, à l'occasion de leurs rencontres, cette belle époque. Il y avait Léontine Ravonimanitra et sa sœur Virginie Ravoahangivola petites filles du pasteur d'Ambohitrombihavana.

Léontine se souvient parfaitement de cet ami : *“ Nous nous souvenons de la disponibilité d’Edgard. Quand nous nous amusions à faire du gorisagorisa (jeu de glissade), Paul, le fils du pasteur d’Ambohimalaza, et lui se joignaient toujours à nous. Et même si le tsoa-bato à cinq pierres était un jeu de filles, il se joignait à nous quand nous le lui demandions. Nous nous sommes perdus de vue quand Edgard est parti en France pour ses études. Mais depuis qu’il a été nommé PDS, il a repris contact avec nous. Et quand les anciens de l’École Vinet se retrouvent au village d’Ambohimalaza, environ une fois par an, à chaque fois qu’il peut se libérer, Edgard nous rejoint parce qu’il adore parler avec nous de cette belle époque de notre enfance. C’est aussi une occasion pour lui d’être attentif à nos problèmes sociaux. ”*

Attentif à l’école, Edgard est également assidu à l’église. L’Église familiale est l’ECAR d’Antanant-sara Ambohimalaza. La vie scolaire dans les écoles confessionnelles - Saint Joseph à Antsirabe, Vinet à Ambohimalaza, ESCA (L’École du Sacré Cœur Antanimena) à Antanimena -, a forgé le caractère et les convictions profondes du jeune Edgard. Il a acquis une très grande foi en Dieu. Quand on lui demande qu’elle est sa plus grande force, il répond sans hésitation : *“ Ma croyance en Dieu. ”* Après sa classe de 7^e à Ambohimalaza, si le jeune Edgard et son frère aîné Hugues continuent leurs études à l’ESCA, leurs deux sœurs sont admises à l’École Saint Antoine d’Andravoahangy. Edgard, son frère Hugues, ses deux sœurs et leur père prennent alors l’habitude

de prendre leurs repas de midi à Ankorondrano, à côté de Fraise où il n’y avait encore que des marécages. Jocelyn Ramaherison, un des camarades de classe d’Edgard à l’Esca, se rappelle de *“ cet excellent élève ”* dans les matières scientifiques ; Ramaherison, aujourd’hui professeur d’éco-gestion au Lycée français d’Ambatobe, est intarissable quand il parle de son ami : *“ Edgard est un de mes meilleurs amis. Je pense bien le connaître puisqu’on se fréquente depuis l’âge de douze ans, lorsqu’il a intégré l’ESCA en classe de sixième. Nous avons toujours été affectés dans les mêmes classes jusqu’en Première. Ensuite, il est parti en France pour y poursuivre ses études. Mais on se voyait aussi en dehors du cadre de l’école car il nous arrivait souvent de nous retrouver à Ambatondrazaka pendant les vacances scolaires, nos familles respectives y possédant une concession ; la sienne à Andilanatoby et la mienne à Ambaniala (vers Feramanga). C’est ainsi que je l’ai surnommé BAYE (surnom réservé aux intimes) car les habitants d’Ambatondrazaka ont pour habitude d’appeler les copains par leur prénom et un préfixe BA ou DA par euphonie (BA-Edgard, DA-Pôly pour notre ami - disparu trop tôt dans un accident de la route – Paul Olivier Rakatonirina et DA-Pasy pour ce qui me concerne). Edgard n’a pas été en classe primaire à l’ESCA, il venait d’une école d’Ambohimalaza et on peut concevoir aisément qu’il ne fut pas facile, dans ces conditions, pour un enfant de cet âge de s’insérer dans un groupe, mais il a vite fait ses preuves. C’était un garçon posé et équilibré qui a tout de suite attiré ma sympathie, mon estime et mon amitié. Très tôt, Edgard avait déjà à sa disposition ce dont tous les*

autres rêvaient : voitures et motos qu'il conduisait lui-même. Cela ne pouvait pas laisser indifférent : cela provoquait soit de l'admiration, soit de la jalousie. Il a donc connu très tôt un avant-goût des revers de la distinction et de la réussite. Il n'a jamais eu de problèmes d'argent de poche : si moi, j'avais 1 000 francs (ce qui n'était pas rien), il en avait 50 000. C'est qu'il a été initié très tôt à la vie des affaires par sa famille. Il n'a donc pas de revanche à prendre sur la vie de ce côté-là. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, il n'a jamais été obnubilé par l'appât du gain (on ne parlait jamais de "business" à cette époque) mais il est indéniable jusqu'à aujourd'hui qu'il a un don certain pour gagner de l'argent. Son ambition était plutôt de devenir un chef d'institution car il a un penchant prononcé pour le patriarcat. Il me parlait souvent d'un certain Andriatompokondrindra, originaire de son village, qu'il prenait comme référence. Le monde rural a énormément contribué à la formation de sa personnalité et il m'a répété à maintes reprises que c'est avec des vieux raiamandreny de la campagne qu'il a le plus appris de la vie. Il leur a toujours voué un profond respect. Il est également très attaché à sa famille et j'étais en particulier étonné de voir ses nombreux cousins (dont la plupart étaient plus âgés que lui) venir s'agglutiner autour de lui à la sortie de l'école. On aurait dit qu'il était l'ainé respecté du clan familial. Par sa classe naturelle, son allure fière. Edgard a toujours été perçu à tort comme étant imbu de sa personne. Et pourtant, il n'en est rien à mon avis. S'il est fier de quelque chose, c'est plutôt de ses origines. Il a une haute idée des Malgaches et n'a pour ambition que

de réhabiliter les valeurs malgaches en général et celles des Tananariviens en particulier. Il tient à la famille, il joue très bien au fanorona, il ne rechigne pas à déjeuner dans un "hotely gasy". Des détails qui ne trompent pas. Bref, je ne suis pas étonné de le voir aujourd'hui à la tête de la ville d'Antananarivo et, porté par sa passion ainsi que par son perfectionnisme, je ne doute pas qu'il aura toujours à cœur de donner le meilleur de lui-même pour mener à bien ce nouveau challenge. Mais pour cela, ses idéaux doivent être partagés par ceux qui sont censés en bénéficier. Et ça, c'est une autre paire de manches car beaucoup ne croient plus aux bonnes intentions d'hommes d'affaires reconvertis dans la politique."

Mais tout n'a pas été facile, tout de suite, pour Edgard. Au début, son père loue une 3 CV pour transporter du lait d'Ambohimalaza à Antananarivo. Il arrive souvent que des fournisseurs de lait d'un certain Marc Ravalomanana louent aussi la 3 CV. Pour rentrer à Ambohimalaza en taxi brousse, si leurs frais de transport ne sont pas suffisants, ou s'ils veulent économiser un peu d'argent pour se faire de l'argent de poche, ils rentrent directement à Ambohimalaza. Sinon, ils s'arrêtent à Ambohimangakely et font le reste du trajet à pied. Pas facile, cela fait quand même quatre à six kilomètres à vol d'oiseau.

Quand Edgard devient un adolescent - il est alors en classe de 5^e, la situation financière de ses parents connaît une amélioration. Ils sont en mesure

d'acheter un petit camion Berliet et deviennent des collecteurs de produits. Ils transportent des légumes, principalement des pommes de terre et des carottes, de Kelivozona, dans la région d'Ambohibary Sambaina, jusqu'au marché d'Anosibe. En plus des légumes, ils transportent diverses marchandises, du charbon de bois venant de l'Est et du Sud, des bovidés venant de l'Ouest. C'est à Edgard que la responsabilité est donnée de convoier les bovidés en camion et de veiller à ce qu'ils arrivent bien vivants à Antananarivo. Il fallait les empêcher de dormir tout au long du trajet. *“ Mon travail consistait à empêcher les zébus de s'accroupir et de s'endormir tout au long du trajet pour qu'ils ne soient pas piétinés par leurs congénères. J'étais conscient de ma responsabilité, je savais que, si un ou plusieurs zébus venaient à mourir, mes parents devaient payer l'équivalent de leur prix au propriétaire ”*, raconte Edgard.

Une jeunesse non pas dorée mais de travail...

Au cours de l'année scolaire 1978/1979, Edgard est en classe de Terminale à l'ESCA. Il passe la première session du baccalauréat mais échoue. Il ne passe pas la deuxième session parce que, tout comme beaucoup de ses camarades qui partent en France, il ne veut pas faire le *“ service national hors des forces armées ”* institué par le régime marxiste de Didier Ratsiraka. L'amiral de corvette, devenu président d'un Conseil suprême de la Révolution

en 1975, institue une charte de *“ la révolution socialiste malgache ”*, selon laquelle le *“ service national ”* est obligatoire pour tous les jeunes ayant réussi leur examen du baccalauréat.

Edgard quitte alors l'école et se met à travailler pour réunir les fonds nécessaires afin de pouvoir partir et faire des études en France. *“ J'achetais des produits tels que sel, sucre, café et macaroni pour les revendre à des épiceries, en prenant au passage une petite marge. J'ai choisi de faire ce métier parce que un des membres de ma famille possédait à Ampasamadinka (ex-Phocas) un matériel qui permettait de préparer et d'emballer ces denrées. ”*

L'affaire marche très bien et dès 1980, Edgard s'est fait suffisamment d'argent pour pouvoir partir. Il prend un visa et met le cap sur Bordeaux. Il ne fait pas un saut dans l'inconnu : un de ses oncles maternels a été étudiant à l'École Médecine Navale de Bordeaux. Edgard bénéficie par ailleurs de l'assistance de l'Ordre de Notre Dame du Cénacle. C'est Sœur Marie Aimée, la sœur de sa grand-mère paternelle, membre de cet ordre à Madagascar, qui a écrit une lettre à son homologue du Notre Dame du Cénacle de Bordeaux pour lui recommander son *“ petit fils ”* Edgard, ne serait-ce que pour le gîte et le couvert. À Bordeaux, le jeune Edgard est admis à une école privée, le lycée d'Assomption. Là, il n'éprouve aucune difficulté, il a soif d'apprendre et de réussir, il passe avec succès son baccalauréat série *“ C ”*.

Même si ses parents lui envoient un peu d'argent chaque mois, environ 75 000 Fmg, Edgard n'arrive pas à couvrir ses dépenses. Il décide de faire des "petits boulots" au gré des opportunités, à chaque fois que ses études lui laissent un peu de temps libre, principalement pendant les vacances. Il évoque volontiers cette période difficile : *"Ma vie à Bordeaux n'était pas de tout repos parce que je devais travailler pour arrondir mes fins de mois. C'est ainsi que pendant les weekends, je faisais du gardiennage (service de sécurité) dans les garages. J'ai aussi balayé des locaux. J'ai fait de la castration du maïs. Pendant les vacances, j'ai participé à la récolte de pomme, de terre à Mon Repos, un champ qui appartenait à Notre Dame du Cénacle de Bordeaux."*

Même s'il est le seul garçon au lycée privé d'Assomption, Edgard reste trois ans à Bordeaux, de 1981 à 1983. Il se fait déjà remarquer, et grâce à son tempérament de leader et à son aptitude à entraîner les autres, il devient le président des jeunes catholiques Malagasy de Bordeaux.

Après son baccalauréat, Edgard est admis à l'université Talence de Bordeaux où il passe deux ans pour faire un DEUG (Diplôme d'études universitaires générales) Mathématiques. En 1983, il monte à Paris, toujours sous les auspices du Notre Dame du Cénacle, et s'inscrit à l'Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales (l'ISSEC).

C'est là qu'il fait l'essentiel de ses études universitaires. Il y reste trois ans, de 1983 à 1986.

Ce séjour parisien est très difficile. Edgard a du mal à subvenir à ses besoins. Il connaît les affres de la vie d'un sans domicile fixe. Sa situation est à ce point difficile qu'il ne peut terminer ses études. Sur les douze modules requis pour obtenir le diplôme de fin d'études, il n'en décroche que sept.

En 1986, un de ses oncles maternels, celui qui l'avait aidé dans son business de vente de denrées alimentaires, vient le voir à Paris. Il vient le convaincre de rentrer à Madagascar parce que la libéralisation du commerce du riz décrétée par le gouvernement offre de grandes opportunités à ceux qui veulent en profiter. Et dans la famille, chacun reconnaît qu'Edgard a la bosse du commerce.

Le retour volontariste aux sources

Alors, il fonce. Il rentre à Madagascar, à ses propres frais. Il décide de ne pas se fixer à Antananarivo et s'installe directement à Andilanatoby, dans la région d'Ambatondrazaka. Il se lance immédiatement dans le commerce de riz. Et s'investit totalement. Il se fixe pour objectif de maîtriser toute la chaîne de production (achat de paddy, décorticage) jusqu'à la vente du produit fini, le riz blanc. Edgard est ainsi fait : il a la passion des choses bien faites.

Pendant des années, il dirige une équipe de riziers, composée de son frère Hugues et de ses cousins. Tout en développant ses propres affaires, il aide un grand nombre de collecteurs de riz à élever des oies. Depuis toujours, Edgard en a la conviction : personne ne peut jamais s'en sortir seul. Il faut la solidarité et l'entraide. Beaucoup de ces collecteurs de riz, également éleveurs d'oies, lui sont toujours reconnaissants et lui amènent jusqu'aujourd'hui des oies en guise de cadeau.

Sous l'impulsion d'Edgard, la rizerie connaît d'excellents résultats. Le milieu des affaires, surtout les banques et les assurances, remarque les succès de ce jeune rizier qui monte. Pour ne pas "*mettre tous leurs œufs dans le même panier*", Edgard tente de persuader sa famille de diversifier leurs activités. En vain. Certaines habitudes et traditions sont parfois des freins. En 1992, Edgard décide de voler de ses propres ailes. Il s'explique à sa famille :

“ Écoutez, ce n'est pas de bonne politique de rester tous au même endroit pour faire la même chose. Si nous voulons progresser, nous devons diversifier nos activités. ” Il en a parlé aux uns et aux autres de la famille mais manifestement, il n'a pas réussi à les convaincre. *“ Aussi, je demande votre bénédiction parce que j'ai décidé de me lancer dans les affaires pour mon propre compte. Ce n'est pas que je veux vous quitter, loin de là. Mais c'est nécessaire. Vous me connaissez, vous savez que si je réussis,*

par la grâce de Dieu, je ne vous laisserais pas tomber. Je serai la locomotive de toute la famille ”, promet Edgard. Il tiendra promesse.

À l'occasion d'une réception organisée par l'assurance ARO à Ambatondrazaka, Delmotte, directeur de la BTM présente Edgard à Jean Baptiste Guéra, le directeur commercial d'ARO. Ce dernier le présente ensuite à Lala Rabetsitonta, le DAF d'ARO, qui le présente à son tour à un administrateur d'ARO, Nirina Ideal Andriamanerasoa.

Qui ose, gagne

C'est ainsi que Nirina Andriamanerasoa lui fait savoir que, s'il est intéressé, deux mille tonnes de riz sont disponibles. Le dossier de financement est transmis à Henri Rajerison, DG de la BTM qui donne son accord. Edgard achète les deux mille tonnes de riz, les vend et rembourse rapidement la banque en réalisant un bénéfice de quelques centaines de millions de Fmg. C'est sa première grosse opération commerciale. Elle sera suivie rapidement par beaucoup d'autres.

En quittant le métier de rizier du cercle familial à Andilanatoby pour devenir importateur, l'horizon d'Edgard s'est élargi. En fait, il devient assez vite un "*expert*" en riz. Il sait tout ce qu'il convient de faire

pour maintenir la stabilité du prix du riz quelle que soit la conjoncture. Et c'est ainsi que les Premiers ministres qui se succèdent ainsi que les ministres concernés par le riz - un produit stratégique -, sont tous contraints de le consulter. Le Premier ministre Pascal Rakotomavo, par exemple, fait même de lui son conseiller.

C'est fort de cette expérience qu'Edgard est convaincu que l'État ne doit pas intervenir dans l'économie et l'activité commerciale : *“Je ne suis pas partisan des opérations où l'État intervient, parce que seuls les spéculateurs en tirent profit : ils achètent le riz à bas prix pour le revendre plus cher plus tard. L'État doit laisser jouer la loi de l'offre et de la demande et doit trouver les voies et moyens qui permettent d'augmenter l'offre de riz.”* Edgard pense, par exemple, que l'État doit instituer des mesures pour inciter les gens à cultiver et à importer suivant les circonstances. L'État doit connaître en temps réel le prix du riz sur le marché international et doit le publier en toute transparence. *“Pour qu'il y ait beaucoup d'importateurs, il faut baisser la taxe. Une taxe trop élevée est dissuasive pour les importateurs sérieux et favorisera les affairistes spéculateurs”*, plaide Edgard.

Dans la politique de stabilisation du prix du riz, pour Edgard le *paraboiled rice* peut être une option. C'est un riz partiellement décortiqué. À l'exception de la vitamine B, ce procédé permet de conserver les qualités nutritives du riz, parce qu'il permet un

dépaillage manuel. Ce riz reviendra moins cher au consommateur en raison de son faible coût de transport. En partenariat avec une usine à Karachi, au Pakistan, Edgard avait voulu en importer dans les années 1993-1994 mais il a abandonné le projet parce que le gouvernement de l'époque avait institué une taxe d'importation trop élevée sur ce genre de riz.

L'envol du milan

En même temps qu'il s'occupe de ses propres affaires, Edgard commence à s'intéresser à celles de la nation. Il voit bien comment un gouvernement mal inspiré peut freiner l'activité commerciale et économique et, ainsi, compromettre le progrès des Malgaches. Il fait son entrée dans le mouvement *“Hetsika Avaradrano”*, vers la fin des années 1990, même si ce n'est pas encore d'une manière directe. Il est président du conseil municipal d'Ambohimalaza pendant huit ans.

Edgard et ses amis, dégoûtés du jeu machiavélique des politicards, décident de redonner à la région d'Avaradrano son *“Hasina”* d'antan. Ils n'admettent pas que cette région, qui était l'aînée de l'Imerina, fasse figure de parent pauvre, à la merci des politicards. Il entend promouvoir la participation des Malgaches à la vie publique en s'appuyant sur une politique de proximité.

Pour coordonner leurs actions, Edgard et ses amis créent en 1996-1997 une association, le *Hetsika Avaradrano*. Au bureau de l'Association, outre Edgard qui en est le président, on trouve Dominique Ratsimbazafy, vice-président, et Robinson Rakoala secrétaire général. Joseph Razafintsalama, le maire actuel de la Commune rurale de Manandriana, et Alain Rafaly en sont les membres actifs, parmi tant d'autres. Leur but est de faire élire un des leurs comme maire ou député. Edgard y apporte un fort soutien. Il est convaincu que la démocratie passe par la vie municipale.

Lors des législatives de 1999, *Hetsika Avaradrano* place un député à l'Assemblée nationale. Edgard est promu président d'honneur.

L'association fait aussi élire sous ses couleurs, comme député d'Avaradrano, le ministre des Transports de l'époque, Naivo Ramamonjisoa, qui obtient la première place en battant René Ramanana, le "candidat de l'État" présenté par l'Arema, le parti au pouvoir, qui doit se contenter de la seconde place.

Joseph Razafintsalama, le maire de la commune de Manandriana, se souvient de cette aventure : "À l'époque, grâce à l'aide financière d'Edgard, nous avons planté des orangers à Namehana, nous avons réhabilité des EPP, des CEG, des CSB2 dans la région d'Avaradrano, en fournissant des tables, des chaises, des tôles ondulées, du ciment. Nous avons réhabilité complètement l'hôpital

d'Antsahamaro."

Aux élections communales de 1999, lorsque l'homme d'affaires Marc Ravalomanana est élu maire d'Antananarivo, le *Hetsika Avaradrano* fait élire six des douze maires de la région, à Talata Volon'on-dry, à Sabotsy Namehana, à Ambohimanambola, à Ankadinandriana, à Masindray et à Ambohimalaza.

Un jeune aguerri par la crise

Mais dans le sillage d'une crise politique nationale en 2002, le mouvement se fissure. Les résultats de l'élection présidentielle de décembre 2001 sont contestés. C'est le début d'une crise qui va durer six mois, opposant le maire Ravalomanana et le président Ratsiraka. Certains membres apportent leur soutien à Ratsiraka, d'autres à Ravalomanana. L'association est alors transformée en ONG.

Entre-temps, grâce à son travail et aussi à son flair, Edgard Razafindravahy est devenu un homme d'affaires accompli. Il est déterminé à diversifier toujours davantage ses activités. Il crée une nouvelle société en lui donnant un pseudonyme groupant à la fois son nom, Razafindravahy Edgard, et le mot Industrie, ce qui donne Rei. Plus tard, pour avoir une consonance malagasy, Rei a été transformé en Rey auquel on a accolé le préfixe P (P pour Patrimoine),

ce qui a donné naissance au groupe Prey.

Le groupe, comptera un grand nombre d'entreprises, dont l'Assur'Rey, une agence d'ARO, la Trans'Rey une agence de transport par camions pour transporter le blé de Tamatave vers Kobama Antsirabe et la farine dans tout Madagascar, Mouf'Rey, une société qui avait pour vocation de fabriquer des produits d'appel pour stations-services et qui produisait 200 000 pains par jour.

Le groupe Prey occupera bientôt une place importante dans l'économie nationale et même régionale, avec un chiffre d'affaires consolidé de plus de 50 millions d'euros en 2005. (Voir annexe I)

C'est alors qu'une formidable opportunité se présente à Edgard Razafindravahy. Malgré sa devise claironnée *urbi et orbi* " *Madagasikara tsy mandobalika* ", Ratsiraka est en cessation de paiement. Le pays est en faillite.

Alors toute honte bue, il doit faire appel aux institutions de Bretton Woods. C'est ainsi que le pays va subir un programme d'ajustement structurel qui comprend une obligation de privatiser un certain nombre de sociétés d'État créées par le régime. Ces sociétés, très mal gérées, sont devenues des " *éléphants blancs* ". La Kobama, une minoterie, créée en 1979, et qui fait partie du lot, est privatisée.

La Kobama, qui doit en principe écraser 50,000 tonnes de blé, est contrainte d'en importer parce que l'offre locale est très insuffisante. L'opération blé initiée auprès des paysans du Vakinankaratra se solde par un échec. On devait donner aux planteurs une superficie d'au moins 20,000 Ha.

Au lieu de cela, ils ne disposent que de 1,300 Ha qui ne produisent que 5,000 tonnes de blé. C'est dérisoire, comme le dit le proverbe : " *Lambo nitsakovitsika ny Kobama* " (La Kobama était comparable à un sanglier qui se contente de manger une fourmi pour calmer sa faim).

Edgard s'intéresse à la Kobama. Il n'est pas le seul. Beaucoup d'investisseurs étrangers s'annoncent. Mais comme les privatisations antérieures avaient fait la part belle aux étrangers, les dirigeants d'ARO et de FIARO souhaitent, cette fois, donner la préséance aux nationaux. Des groupes appartenant à des Malgaches sont déjà bien connus dans la place. Edgard Razafindravahy a-t-il une surface financière suffisante pour acheter la Kobama dont le prix est apparemment fixé à plus d'une dizaine de milliards de Fmg ? C'est la question que se posent les dirigeants de la FIARO.

La période Kobama, la tempête

En 1995, un haut dirigeant de ARO l'appelle donc pour lui dire que la FIARO est prête à vendre 40 % sur ses 52 % d'actions de la Kobama et que s'il est intéressé, il doit aller voir le "patron", Pascal Rakotomavo, pour négocier directement avec lui. Pour voir jusqu'à quel point il est déterminé, le lieu du rendez-vous est fixé à Paris. Comme il est déterminé, Edgard achète son billet d'avion et se rend à Paris, toutes affaires cessantes. Il raconte : *"J'étais intéressé par la Kobama. Je voulais l'avoir à tout prix. Mais quelque chose m'a quand même étonné dans l'attitude du patron"* Pendant plus de 45 minutes, il me parla de choses et d'autres à tel point que je commençais de me demander si je n'avais pas fais le voyage pour rien. À trois minutes de la fin de l'entretien, il m'annonça que le prix de la Kobama était de 13 milliards de Fmg! Et non négociable ! En plus, le paiement était au comptant. C'était à prendre ou à laisser."

Edgard rentre immédiatement à Madagascar pour prendre les dispositions nécessaires auprès de Henri Rajerison de la banque BTM. Il finit par obtenir les prêts sollicités et achète la Kobama. Il en fait un succès et rembourse ses dettes en seulement six ans. Bien plus, il rachète les actions d'autres petits porteurs et devient actionnaire majoritaire à 80 %.

La Kobama n'est pas une petite affaire. C'est une

usine capable de produire 280 tonnes de farine par jour. Le blé, matière première de la farine, est importé à 99 %. Là, on ne raisonne plus en conteneur mais en bateau entier puisqu'il fallait importer des quantités de blé de l'ordre de 20 000 à 25 000 tonnes. Cela contraint Edgard à parcourir le monde : il se rend dans les pays et les grandes villes où on négocie le commerce du blé, aux États-Unis, en Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne), en Australie, dans certains pays de l'ex-URSS, en Turquie, au Pakistan, en Argentine, en Chine-qui devient le premier producteur mondial de blé dans les années 1980-, en Inde, en Egypte, etc. C'est ce qui lui donne une grande ouverture d'esprit et une grande compréhension du monde. Il lui arrive même de négocier du blé lors d'un voyage en bateau sur le Nil. Il en garde un souvenir ému : *"De toutes les transactions que j'ai faites, je garde un souvenir inoubliable de celle que j'ai une fois conclue en Egypte. Pour moi, l'Égypte est un pays riche d'histoire, presque légendaire avec ses pharaons, ses pyramides, ses sphinx, ses peintures murales et ses temples. J'ai eu comme un frisson quand, à bord d'un bateau sur le Nil, j'ai apposé ma signature sur le document à côté de celle de mon fournisseur. J'ai eu l'impression d'être entré dans l'Histoire parce que même si je n'ai fait que conclure un accord commercial, je me suis rappelé de l'Histoire de Moïse, des dix plaies de l'Égypte et de l'Exode."*

La Kobama a été un tournant décisif dans la vie d'Edgard, alors âgé de 33 ans. Cette entreprise lui

permet d'acquérir la stature d'un homme d'affaires industriel à la renommée internationale. Mais ce succès suscite naturellement et inévitablement des jalousies.

Il y a d'abord l'Association professionnelle des boulangers (APB), dont les membres sont nostalgiques de la Régie malgache des monopoles fiscaux (RMMF). Du temps où la RMMF détenait le monopole d'importation de la farine, le prix de celui-ci était "péréqué", c'est-à-dire fixé par l'Administration. C'est la belle époque des trafics d'influence et autres magouilles. Le prix de la farine est libéralisé en 1996. Cela ne plaît pas aux boulangers affairistes. Ils orchestrent alors une campagne de dénigrement contre la farine produite par la Kobama, prétextant qu'elle est de mauvaise qualité. C'est pour répondre à cette campagne et démontrer l'inanité des affirmations fallacieuses des boulangers qu'Edgard a créé la société Mouf'Rey.

Heureusement, il n'y a pas que des adversaires. Edgard peut aussi compter sur un certain nombre de partenaires loyaux et fidèles. Le couple Rakotondramaro est de ceux-là, Célestin (Celi pour les intimes) et sa femme Rahantarisoa. Célestin est volubile et prolix à ce sujet : "Nous connaissons Edgard Razafindravahy depuis plus de 20 ans. Nous voulions nous lancer dans le commerce des PPN. Nous étions plein d'appréhension parce qu'on disait que le

PDG de la Kobama était un homme inaccessible. Nous avions demandé un rendez-vous avec lui à travers un intermédiaire. Grand fut notre étonnement de constater que Edgard Razafindravahy fût tout le contraire de ce que l'on disait. Malgré notre manque d'expérience, malgré nos faibles moyens financiers, il nous donna notre chance et s'est toujours montré extrêmement compréhensif. Si je suis devenu un opérateur économique connu sur la place, je le lui dois en grande partie."

Mais Edgard n'est pas au bout de ses peines. Ses problèmes s'amplifient depuis l'accession de Marc Ravalomanana au pouvoir.

Dans le but de concurrencer et, éventuellement, de faire disparaître la Kobama, le nouveau président crée la minoterie MANA en mars 2005. Il contacte la société suisse Buhler, premier fabricant mondial de minoterie mais aussi le fournisseur des machines et des pièces de rechange de la... Kobama. Au pouvoir depuis trois ans, Ravalomanana ne dément pas à sa réputation : richissime homme d'affaires, il étend sans cesse son empire économique par le biais de son conglomérat TIKO. Personne ne peut résister à son hégémonie. Edgard comprend que le sort de la Kobama est scellé : "J'ai compris tout de suite que si je ne prenais pas les devants, le régime allait me mettre en pièces. J'ai donc pris des dispositions pour me désengager de la gestion de la Kobama. C'est ainsi que je fais un accord avec la société américaine Seaboard à qui j'offre la Kobama

en location-gérance. Et pour faire bonne mesure, je décide de louer les bureaux de la Kobama à la Firama et au ministère des Télécommunications. ”

En février 2006, un accord est signé entre la Kobama et Les Moulins de Madagascar (LMM), une filiale de Seaboard Corporation à Madagascar. Seaboard est un géant de l'agro-alimentaire américain, coté en Bourse aux États-Unis et brassant un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars chaque année.

Mais le président Ravalomanana ne s'avoue pas vaincu. En avril 2007, un arrêté du ministre du Transport ferme le silo de la Kobama à Toamasina sous prétexte qu'il est insalubre et ne répond plus aux normes de sécurité. Les Américains de LMM sollicitent l'intervention de leur ambassadeur à Antananarivo qui tente de persuader le pouvoir d'arrêter ses persécutions contre la Kobama. En vain. En juillet 2007, la Société du port à gestion autonome de Toamasina (SPAT) décide de "moderniser" le portique de livraison du blé, avec pour conséquence que l'écoutille de livraison du blé reliée au silo de la Kobama est supprimée.

LMM ne se décourage pas et met ses camions directement sous le portique pour ensuite transporter le blé vers son silo. En décembre 2007, Seaboard constate que non seulement la minoterie MANA lui fait une concurrence déloyale en pratiquant du dumping mais, en plus, elle ne paie pas de droits

de douanes. En outre, elle confie la distribution de 80 % de sa production à une société qui vend la farine sans TVA ni taxes. Alors que la farine LMM est vendue à 300,000 Fmg (22 euros) le sac de 50 kg, MANA et son distributeur la vend à 250,000 Fmg (18,50 euros). LMM demande des explications à la Douane. Sans succès. C'est ainsi que MANA prend rapidement les 70 % de part du marché. MANA a gagné !

Le président va encore plus loin. En avril 2008, il demande au ministère des Finances de faire un redressement fiscal de LMM. C'est ainsi que LMM est sommée de payer 200 millions d'Ariary (74,000 euros) à titre de pénalité. L'administration fiscale envoie un Avis à tiers détenteur (ATD) à la Banque nationale pour l'industrie (BNI) pour lui exiger de virer la somme au Trésor. Les Américains, dégoûtés par ce harcèlement, abandonnent et liquident LMM en décembre 2008. (Voir annexe II)

Ce despotisme d'État marque profondément Edgard ; il y pense tout le temps, jusqu'à se poser inlassablement la question de savoir "*comment faire en sorte que le citoyen malgache retrouve confiance dans la justice de son pays*". Il estime qu'il faudrait "*instaurer à Madagascar le système du Jury dans les tribunaux comme dans les pays régis par la Common Law, que ce soit pour juger les crimes, les litiges domaniaux et même les "balabotry"*". Pour lui, le travail fondamental du

législateur n'est pas d'expliquer la loi existante mais de la modifier mutatis mutandis en fonction de la vision politique d'un chef d'État élu par le peuple, sur la base d'un programme de gouvernement, même si pour cela, il faut restructurer tout le système judiciaire actuellement en vigueur mais hérité de la colonisation française.

De même, son expérience d'homme d'affaires en butte avec une administration manipulée convainc Edgard Razafindravahy de l'absolue nécessité d'une dépolitisation de l'Administration publique. S'il admet que chaque fonctionnaire doit être libre d'adhérer (ou non) au parti politique de son choix, par contre, il n'accepte pas que l'on utilise l'Administration et ses moyens au profit d'un parti politique, surtout quand il s'agit du parti au pouvoir. Il estime qu'un fonctionnaire ne doit en aucun cas utiliser son pouvoir ou les moyens de l'Administration mis à sa disposition au profit d'un quelconque parti politique.

Cette neutralité des fonctionnaires est d'autant plus indispensable que Madagascar est perpétuellement en crise. Ainsi, au début de l'année 2009 se profile une nouvelle crise politique. Le vent a tourné. Après une année de conflit entre le président et le maire de la capitale, le jeune Andry Rajoelina, ce dernier rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes sur la Place du 13 mai. L'élection du maire

au détriment d'un candidat proche de Ravalomanana avait déjà indiqué que le régime commençait à se fissurer. Trois événements déclenchent la crise : l'achat d'un nouvel avion présidentiel, l'affaire Daewoo (un accord conclu avec la société coréenne Daewoo Logistics pour lui louer la moitié des terres cultivables du pays, soit 1,3 million d'hectares), et la fermeture de la radio télévision Viva appartenant au maire d'Antananarivo.

La fin de la tempête...

Après un bras de fer qui dure plusieurs jours, Marc Ravalomanana est acculé ; des milliers de Malgaches se réunissent chaque jour et réclament son départ. Les manifestations sont réprimées, et les émeutes font plusieurs dizaines de morts. Ravalomanana est contraint d'abandonner le pouvoir. Le 17 mars 2009, il remet le pouvoir à un directoire militaire.

Ravalomanana parti, des émissaires de Seaboard reviennent, dès avril, à Madagascar pour examiner les conditions d'une reprise de la Kobama. Cette initiative n'est aucunement au goût de l'ambassadeur américain qui a en horreur le nouveau dirigeant malgache, Andry Rajoelina, récemment proclamé président de la Haute Autorité de la Transition (HAT). L'ambassadeur demande aux représentants de Seaboard de quitter Madagascar, faute de quoi

l'Administration américaine pourrait porter atteinte à leurs intérêts en Afrique. Seaboard obtempère mais reste intéressé.

Le temps passe. Même si la situation locale reste difficile, le pays ne sombre pas. Des entreprises étrangères telles que la QMM et Sherrit continuent leur développement. Ce qui incite Seaboard à revenir à Madagascar. “ *Maintenant que TIKO a été écarté, il y a à nouveau des opportunités d'affaires à Madagascar* ”, déclare, en 2010 le directeur général des Moulins de Madagascar Farine SA, la nouvelle filiale malgache de Seaboard. En avril 2010, la société américaine signe un nouveau contrat avec la Kobama, et en avril 2011, la minoterie met sur le marché sa nouvelle production.

En raison de la crise politique de 2009, l'industrie locale - et MANA et LMM - s'est trouvée dans l'incapacité de produire de la farine. MANA parce que le président déchu s'est exilé, LMM parce que Seaboard est parti. Pendant ce temps, des affairistes de tout acabit en profitent pour importer de la farine d'Égypte, de l'Afrique du Sud, de Maurice, etc. En septembre 2011, il est constaté que 40 % du marché de la farine sont passés entre les mains des importateurs. À ses débuts, LMMF vend le sac de 50 kg de farine à 70 000 Ariary (26 euros) contre 65 000 Ariary (24 euros) pour les importateurs, mais la tendance pourrait s'inverser au profit de la LMMF parce que

la qualité de sa farine est considérée comme étant nettement supérieure.

Diversification et ouverture

Edgard ne s'intéresse pas qu'au riz et à la farine. L'occasion d'étendre ses activités d'homme d'affaires se présente lorsque Herizo Razafimahaleo, bousculé par les conséquences économiques de la crise politique de 2002 qui se prolonge, fait appel à lui. L'entrepreneur veut vendre ses affaires qui connaissent des difficultés. Son groupe, le STEDIC, qui comprend l'imprimeur Ecoprim, le concessionnaire Sitram, et enfin le quotidien L'Express de Madagascar, est quasiment en faillite. La conjoncture n'est pas favorable mais Edgard prend le risque.

Il n'est évidemment pas simple de sauver ces entreprises lourdement endettées dans un climat de marasme, d'incertitude politique et de ralentissement économique. De plus, s'il maîtrise parfaitement le monde de la production et du commerce céréalier, Edgard connaît mal celui de STEDIC. S'il répond à l'appel de son ami Herizo, c'est, dit-il, pour venir en aide à un “ *frère* ” en difficulté. C'est dans ce contexte avant tout qu'il faut situer cette transaction. Mais bien entendu, Edgard espère aussi sauver financièrement ces entreprises et mettre en valeur

leurs actifs.

C'est ainsi qu'Edgard, en devenant patron de presse, va découvrir l'influence des médias. Il apprend à mesurer le rôle de ce "quatrième pouvoir". De plus en plus, il prend conscience de l'ampleur des graves problèmes du pays que les médias n'arrêtent pas de souligner. Le constat fait chaque jour est accablant. Madagascar continue son long déclin. Les régimes se succèdent, les crises politiques sont cycliques, les hommes politiques vont et viennent, mais le sort du Malgache continue à se dégrader. Pourtant, chacun répète à l'envie que le pays possède un énorme potentiel. Qu'il pourrait devenir le pays phare de la région.

Petit à petit, Edgard sent monter en lui un sentiment de révolte, et en même temps une volonté d'action. Il se dit que Madagascar mérite mieux. Il se documente sur l'évolution économique des pays de la région et d'ailleurs. Il voyage souvent, il va en Inde, en Malaisie, en Chine... Il en tire un constat : *"J'ai bien vu comment ces pays, hier si pauvres, sont en train de réussir leur développement. Ils appliquent partout la même politique. Je ne vois pas de raison pourquoi Madagascar ne pourrait pas faire de même. Nous possédons toutes les ressources nécessaires. Nos problèmes sont essentiellement d'ordre politique."*

Edgard en est convaincu : le pays est trahi par son élite politique. Il veut que cela change, sachant

que ce ne sera pas simple. Mais il veut se donner les moyens d'offrir aux Malgaches la possibilité de faire leur éducation politique, de comprendre les enjeux de société. Outre L'Express de Madagascar où il offre aux journalistes la garantie d'une totale indépendance journalistique, il achète la radio Antsiva en 2003 et la chaîne de radio télévision RTA en 2007. Il estime que la démocratie ne peut fonctionner sans une citoyenneté informée et critique.

Du privé au public

En attendant que la crise politique se dénoue, Edgard accepte de mettre ses compétences et son énergie au service de la ville d'Antananarivo. Sa famille le soutient. Marié à Rindra, née Rajaonarison, père de trois enfants, deux garçons Allan et Dillan et une fille, Audrey, Edgard mesure les sacrifices à faire. Mais il répond à l'appel du devoir. *"J'ai accepté la responsabilité de diriger la Commune urbaine d'Antananarivo dans cette période extrêmement délicate pour aider au mieux que nous pouvons les habitants de la ville à faire face aux difficultés. C'est pourquoi je consacre mon temps à une gestion de proximité qui s'attaque aux problèmes des habitants des quartiers, c'est-à-dire, leurs problèmes sanitaires, d'eau, l'éclairage... Le défi est immense, mais j'ai la satisfaction de savoir que chaque jour qui passe nous donne l'occasion de soulager des misères."* (Voir annexe III)

Depuis maintenant presque trois ans, le PDS Edgard Razafindravahy se démène sans compter, travaillant de longues heures, pour apporter un peu de mieux-être aux habitants de la ville d'Antananarivo. La situation est extrêmement difficile. L'État, embourbé dans ses propres problèmes, n'est pas d'une grande aide pour la ville. Les caisses de la Commune sont quasiment vides. Jour après jour, Edgard s'implique, cherche à motiver le personnel de la commune, court les quartiers, va à la rencontre des habitants, sollicite des aides ici et là, et apporte des solutions.

L'activisme et le volontarisme du PDS d'Antananarivo ne sont pas passés inaperçus. Tant les citoyens que les politiques reconnaissent son dévouement. Lanto Rakotomavo, qui le connaît depuis très longtemps s'enthousiasme : *“ On constate et on voit à travers sa gestion qu'il fait de gros efforts. Je ne suis pas étonnée, je sais qu'il est un bon gestionnaire, je sais qu'il cherchera à apporter des résultats. J'aime sa devise “ Antananarivo ville organisée, ville sécurisée et ville propre ”. Je peux dire qu'on voit à sa manière de gérer la ville ses qualités humaines. ”*

De même Julien Reboza, le ministre de l'Eau : *“ Je suis avec intérêt ce qu'Edgard entreprend. Je le connais depuis les années 90. Jeune encore, il avait fait l'acquisition de la Kobama et était en étroite relation avec le ministère du Commerce et celui de l'Industrie. À cette époque, lui et moi, nous évoquions souvent les problèmes de gouvernance du pays, nous sommes d'accord pour dire qu'on*

peut développer ce pays dans le dialogue et dans l'échange d'expériences. En tout cas, nous constatons que depuis qu'il a été nommé PDS, Antananarivo est mieux organisée. On ne voit plus, par exemple les querelles dans les marchés. Il est capable de prendre ses responsabilités de manière calme et sereine. Je pense que ce pays a besoin d'un jeune comme lui pour se développer. Pour moi, Edgard Razafindravahy est un homme qui cherche l'excellence dans tout ce qu'il entreprend. Et, surtout, il n'aime pas les affaires louches, il tient en horreur la corruption ”.

Paul Rabary, sociologue, observateur de la vie nationale, ne connaît pas Edgard personnellement mais il fait le même constat : *“ Je vois que le PDS a toujours su se mettre à la place qui doit être la sienne par rapport aux problèmes du pays. La population le distingue bien du régime en place (même s'il a été nommé par le président de la HAT) parce qu'il ne prend pas part aux débats politiques et gère la ville de la façon la plus opportune. Je le vois très sensible aux problèmes sociaux de ses administrés et il se met régulièrement en contact avec eux. Parce qu'il a toujours fait prévaloir la technicité, les gens ne le classent pas parmi les hommes du régime, ils constatent que la ville est gérée par un homme sage. Cela dit, je ne suis pas d'accord avec toutes les décisions prises. Par exemple, le fait d'avoir réservé le vendredi après-midi comme jour de promenade. Le résultat, ce sont les embouteillages monstres à Analakely. ”*

Quant à la juriste Sahondra Rabenarivo, elle connaît bien les affaires d'Edgard. Elle s'exprime

ouvertement ainsi : *“ Je connais bien Edgard Razafindravahy parce que je suis en relation d'affaires avec lui depuis 2006, lorsqu'il a conclu un accord de location-gérance de la Kobama avec la société américaine Seaboard dont j'étais le conseil. Je connais tous les aspects de la persécution dont Seaboard a été l'objet par le régime de Ravalomanana, et à travers elle, la Kobama. ”* La juriste a aussi travaillé avec le groupe Prey dans le cadre des investissements effectués à Maurice. Elle a également aussi travaillé avec la Commune urbaine d'Antananarivo sur les projets de partenariat public-privé. Elle s'est fait son jugement : *“ Edgard Razafindravahy est un bon gestionnaire. Il n'est pas malhonnête comme certains gestionnaires de la place mais il sait tirer profit des opportunités d'affaires qui s'offrent à lui. Par exemple, il ne crée pas de nouvelles sociétés, mais il rachète des entreprises en difficulté par la technique du Leveraged Buy-Out (LBO) qui permet de racheter une entreprise avec effet de levier, c'est-à-dire, avec endettement bancaire. C'est l'entreprise rachetée qui rembourse la dette ayant servi au rachat, l'acquéreur finançant l'acquisition par un apport personnel minimum et surtout par l'endettement. ”*

Sahondra Rabenarivo a aussi quelques inquiétudes. *“ Si je pense qu'Edgard Razafindravahy a tous les atouts pour réussir, je sais aussi que les atouts seuls ne suffisent pas. Il devra réunir autour de lui des collaborateurs, et surtout des amis qui poussent dans la même direction que lui et qu'il écoute même si ce qu'ils disent ne lui fait pas plaisir sur le moment. Edgard doit cultiver l'art et la manière de garder ses vrais amis, faute de quoi, le vide sera comblé par*

des opportunistes qui lui diront ce qu'il veut entendre. ”

Une vision de l'Antananarivo de demain

Quoi qu'il en soit, l'expérience acquise dans la vie entrepreneuriale, Edgard Razafindravahy la met aujourd'hui au service des habitants de ville d'Antananarivo. C'est l'occasion pour eux de le juger : Comment s'acquitte-t-il de ses responsabilités ? Qu'elle est sa compétence ? Quels liens tisse-t-il avec les Tananariviens ? Est-il à leur écoute ? Est-il proche de ceux qui ont le plus besoin de l'aide de la Commune ? A-t-il une vision à long terme pour la capitale de Madagascar ? Quelle est-elle ?

La plupart des réponses à ces questions se trouve dans un important document que le PDS a produit et qui s'intitule *“ Antananarivo aujourd'hui, Grand Tana Demain ”*. Il est déjà significatif qu'il ait jugé utile de travailler sur une vision à long terme de la ville alors que tout Madagascar végète aujourd'hui dans le temporaire, les transitions, les improvisations. Le pays lui-même survit au jour le jour, dans la désespérance et les difficultés du quotidien.

Bien que victime par ricochet de la crise qui sévit, en butte à d'énormes problèmes de trésorerie, abandonnée par un gouvernement absorbé par la longue crise politique et économique nationale, la municipalité, portée par un PDS volontariste et

déterminé, se débat pour apporter le maximum de bien-être aux habitants dans un contexte extrêmement pénible. Personne ne pourra le nier.

Pour ce faire, le PDS a commencé par le commencement. Dans ce document sur la ville, il écrit : *“ Une attention particulière est apportée aux employés et à l'amélioration de la qualité du travail parce que les employés sont à la base du développement de la Commune. Comme la plupart d'entre eux ont travaillé avec les dirigeants qui se sont succédé à la tête de la Commune, fatalement, ils ont des inclinaisons politiques différentes et des visions de l'avenir différentes, voire opposées. C'est pourquoi il a été nécessaire de réviser l'organisation générale du travail au sein de la Commune. ”*

C'est cette vision, cette nouvelle organisation, et notamment une nouvelle direction, la Direction de la Propreté Urbaine qui a permis d'obtenir de bons résultats en matière de ramassage des ordures, même s'il est vrai que beaucoup reste à faire et que le combat doit se mener au quotidien. Mais des progrès sont visibles, et les Tananariviens les apprécient.

Ville propre mais aussi ville organisée. C'est tout aussi compliqué dans les conditions actuelles avec lesquelles les habitants se démènent pour survivre, parfois en s'installant carrément sur les trottoirs créant ainsi des problèmes de circulation routière.

Ville sécurisée aussi. C'est la raison pour laquelle beaucoup a été fait pour l'éclairage des routes.

Dans ce contexte, le PDS a écrit : *“ Dès que cette culture et cette vision commune sont bien posées selon le slogan “ Antananarivo no mirindra dia ny teny ifampierana ”, on espère que tout le monde au sein de la Commune apportera de bon cœur sa contribution pour le développement de notre ville. Tout ce qui sera entrepris au sein de la Commune doit être en parfaite harmonie avec la vision. La mise en œuvre de cette nouvelle approche a déjà apporté des résultats palpables dans beaucoup de travaux en cours pour ne citer que l'Hôtel de ville, l'éclairage de la route Digue, la construction de l'espace vert d'Antsonjombe, la rénovation des marchés, la création de l'OPCI-IDS qui regroupe plusieurs communes aux périphéries d'Antananarivo, regroupement qui permet une gestion commune des déchets solides du Grand Tana. ”*

Dans la mise en œuvre de cette vision, Edgard Razafindravahy a perpétuellement cherché la collaboration de tous les habitants. Il s'explique : *“ Nous devons tous mettre la main à la pâte car le Fokonolona urbain doit apporter sa contribution selon la formule désormais célèbre prônée par feu le colonel Richard Ratsimandrava, “ le Fokontany est à la base de notre développement ”. J'ai moi-même répété à plusieurs reprises devant les 192 chefs Fokontany d'Antananarivo que la remise en valeur du Fokontany et du Fokonolona est une chose très importante à mes yeux. ”*

Cette contribution des habitants, Edgard Razafindravahy la sollicite également pour son ambitieux projet de société communale. Le document qui décrit dans le détail les objectifs de ce projet de société a été préparé avec le soutien des différentes entités et tendances du conseil municipal. Le document précise : *“ C’est en effet par le dialogue, la mise en œuvre des expériences et des savoir-faire, la consultation, l’écoute des acteurs de terrain, que le nouveau staff compte mener sa mission, avec un objectif avoué de cohérence entre les différentes compétences qui sont dévolues à chacun de ses membres. ”*

Les points clés de cette vision de l’avenir de la ville sont détaillés dans le document qui est maintenant le plan directeur de la Commune. Ses objectifs principaux sont :

- i) la révision de la loi portant le statut particulier de la ville pour lui permettre de mieux assurer son rôle de domiciliaire du gouvernement. Cela passe par l’inscription au budget national d’un budget fixe alloué à la Commune. Sans cette prévisibilité, la Commune ne peut pas maîtriser ses finances. La Commune doit pouvoir, de même, solliciter des aides directement des bailleurs de fonds internationaux;
- ii) l’octroi une autonomie de décision aux élus de la ville quant à l’administration et l’aménagement territorial. Jusqu’ici, l’intervention et l’ingérence de l’État, directe

et indirecte, ont été un frein au développement ;

iii) la mise en place d’un mécanisme de partenariat privé/public pour la gestion des secteurs comme l’eau, l’assainissement, le parking, la construction de routes ;

iv) la fusion des communes voisines pour encourager la coopération intercommunale et la mise en place d’un projet Grand Tana. Il s’agit d’un élargissement du périmètre destiné à faciliter la résolution de problèmes de transport urbain et suburbain, de la gestion des déchets. Un plan précis a été élaboré sous l’égide du Bureau de Développement (BDA).

Le programme préparé par Edgard Razafindravahy comprend également un important volet social :

- i) la scolarisation accrue des enfants issus des familles défavorisées à travers la réhabilitation ou la construction d’infrastructures ainsi que l’accroissement du nombre des instituteurs. Cette politique est déjà mise en œuvre ;
- ii) l’équipement des centres de santé et la mise à disposition de médicaments de base aux nécessiteux dans les quartiers populaires ;
- iii) la construction et la réhabilitation des infrastructures sanitaires publiques, l’augmentation

du nombre de bornes fontaines et de lavoirs. Plusieurs projets ont déjà été exécutés ;

iv) l'assistance aux enfants de rue et aux jeunes délinquants.

Faisant un premier bilan des travaux déjà réalisés dans le document “ *Grand Tana Demain* ”, Edgard Razafindravahy écrit : “ *J'adresse mes remerciements à tous ceux et toutes celles qui ont contribué à la réalisation de ces travaux car je n'aurais pu, seul, en venir à bout. Tout le monde sait en effet que les maigres ressources de la Commune urbaine d'Antananarivo sont notoirement insuffisantes pour réaliser une quelconque œuvre d'envergure. C'est vrai que le pouvoir central a fourni une aide. Mais la plupart des subsides ont été consacrés à la construction de l'Hôtel de ville. Une source de financement non négligeable qui a permis la réalisation de ces travaux est la coopération avec le secteur privé selon la formule PPP (Partenariat Public/Privé). Beaucoup de grands opérateurs économiques d'Antananarivo sont déterminés à coopérer avec la Commune dans le cadre de cette nouvelle coopération et ont apporté leurs contributions pour le développement de la ville.* ”

Le temps du changement

Pour les Malgaches, embourbés depuis des années dans la pauvreté, l'heure du changement est enfin arrivée.

Le changement, c'est la population qui peut l'imposer. L'occasion sera bientôt donnée aux Malgaches de décider de l'orientation qu'ils veulent donner à leur pays.

Il ne sert à rien de larmoyer. Le citoyen malgache doit agir.

Edgard sait que le pays, en termes de ressources de toutes sortes, est bien pourvu. Il sait que Madagascar a le potentiel pour devenir le pays phare dans la région. Il sait aussi que l'échec économique de Madagascar est largement la faute aux politiciens. Depuis trois décennies, Madagascar pâtit des mauvaises décisions prises, de l'égoïsme et du cynisme de sa classe politique. Il n'y a pas que les crises cycliques, les problèmes de Madagascar sont surtout d'ordre structurel.

En termes simples, Edgard Razafindravahy est convaincu qu'il faut un changement en profondeur.

Les problèmes viennent de loin. L'Institut national des statistiques (INSTAT) estime que

11 millions de Malgaches, soit la moitié de la population, vivent aujourd'hui dans une extrême pauvreté.

Assis sur les grandes richesses de son sous-sol, la population malgache végète sur une mine d'or à l'image de nombreux gisements de pierres précieuses à Ilakaka, Toamasina, Fianarantsoa, Antsiranana, et d'hydrocarbures à Tsimiroro, Soalala, Bemolanga... Sans oublier les bois précieux, objets d'un trafic illégal à grande échelle.

Cette situation désespérante est héritée d'un demi-siècle de vraie-fausse indépendance, de trente années de thérapie musclée avec les bailleurs de fonds. Et, aussi, d'une succession de crises politiques qui ont anéanti à chaque fois une croissance naissante. Madagascar n'aurait jamais dû en arriver là. Son potentiel humain a été étouffé.

Mais l'échec n'est pas une fatalité.

Il s'agit de bien définir la voie de développement que le pays entend emprunter, d'exploiter aux bénéfices de la population les ressources disponibles, de favoriser l'ouverture et les partenariats indispensables à l'investissement national et étranger. Et d'instaurer enfin une bonne gouvernance construite sur le socle d'institutions crédibles et efficaces.

Pour sortir les Malgaches de la pauvreté, il n'y a pas dix mille solutions. Il faut commencer par le commencement : créer les conditions pour la création d'emplois. Pour créer des emplois, il faut des usines. Pour créer des usines, il faut des entrepreneurs privés qui possèdent les capitaux et le savoir-faire. Pour que les entrepreneurs investissent, il faut un environnement stable, des règles. Il faut un État de droit. Tout ce que Madagascar est si peu. Au chapitre des conditions pour favoriser l'investissement et les affaires, Madagascar est à la traîne, elle se situe au 143^e rang mondial dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale (2009).

Edgard Razafindravahy sait que seule une stratégie susceptible d'attirer des investissements privés peut assurer la relance économique ; seul ce développement permettra aux Malgaches d'accéder à une meilleure qualité de vie, et à l'État d'avoir les moyens financiers d'améliorer son infrastructure physique, de construire des écoles et des hôpitaux.

Pour ce faire, Madagascar a vraiment beaucoup d'atouts. Des secteurs comme l'agriculture vivrière, la pêche industrielle, d'autres cultures d'exportation, la beauté naturelle, constituent des forces qui font de Madagascar un dragon qui sommeille. L'heure du réveil est venue.

Madagascar peut réussir. D'autres pays comme

sa voisine, la petite Maurice, ou le Rwanda, qui sort d'un terrible génocide, ne possèdent pas ces ressources. Pourtant, ils sont aujourd'hui en avance sur Madagascar en termes de développement. Le réseau routier malgache est parmi les moins développés au monde avec une densité de moins de 10 par 100 kilomètres carrés contre 100 à Maurice, et son taux d'utilisation d'Internet est inférieur à 6 par 1 000 habitants, soit 44 fois moins qu'à Maurice.

Pour changer, un maître-mot : l'ouverture.

Madagascar est restée trop longtemps repliée sur elle-même, à l'écart des grands courants politiques et économiques qui sont en train de transformer des pays pauvres en Afrique et en Asie. Trop longtemps, elle a cultivé une sorte d'« *exception malgache* », l'alibi de tous les échecs. Les problèmes de Madagascar viennent aussi du fait que le pays a presque vécu en autarcie.

Il est temps de dire la vérité aux Malgaches. Pour sortir le pays du marasme actuel, pour créer les emplois que les chômeurs recherchent, il faudra faire appel aux capitaux et à l'expertise étrangers. Le financement est disponible, il est très mobile, il va là où il est le mieux rétribué. De très nombreux pays, sous toutes les latitudes, se battent pour offrir les meilleures conditions d'installation possibles aux investisseurs. L'économie malgache, pareillement, a

besoin de ces capitaux, elle ne se développera pas sans cette ouverture. Il est impératif de s'ouvrir aux pays et aux partenaires étrangers. Madagascar ne va pas réinventer la roue. C'est la voie suivie par toutes les économies émergentes. C'est la clé du succès économique.

L'adhésion à plusieurs accords régionaux et sous-régionaux comme la COI, la COMESA et la SADC, ainsi que des partenariats avec les États-Unis et l'Union européenne ont amélioré tant soit peu la situation mais le pays n'en a pas profité pleinement. Au niveau de la COI, par exemple, Madagascar n'a jamais pu jouer le rôle de leader qui aurait dû être le sien rien qu'en matière de sécurité alimentaire et de tourisme. Au niveau de la SADC et de la COMESA, la balance commerciale reste déficitaire. Or, ces deux marchés régionaux regroupent des centaines de millions de consommateurs et pourraient accueillir le « *Made in Madagascar* ». Mais pour produire et exporter, il faut des usines, pour créer des usines, il faut des investisseurs.

Par ailleurs, des pays comme l'Inde, la Corée du Sud et la Chine sont intéressés par le réservoir de ressources naturelles malgaches. Des partenariats mutuellement profitables sont possibles. Dans la région, des pays comme Maurice et le Mozambique ont déjà pris une avance sur ce plan. Pour le moment, les échanges avec l'Afrique du Sud et l'Inde

sont insignifiants, ils ne représentant que 5,3 % du commerce international malgache pour un PIB de 50 et 160 fois supérieur à celui de Madagascar. Il suffirait d'obtenir 1 % de ces marchés pour doubler ou sextupler les exportations et créer des milliers d'emplois nouveaux.

Un autre secteur économique éminemment prometteur pour Madagascar est le tourisme. Quand on pense que l'île Maurice attire près d'un million de touristes par an, soit presque autant que sa population totale, il n'y a pas de raison pour que Madagascar ne décolle pas compte tenu du large éventail de ses atouts. Un objectif de 4 à 5 millions de touristes par an au lieu des 700 000 actuellement est tout à fait réalisable. À la clé, des milliers d'emplois directs et indirects. La refonte du code du tourisme est indispensable pour y parvenir. Elle devra se baser sur l'esprit des Assises nationales des 10 et 11 décembre 2009. Là encore, il faudra s'ouvrir aux compagnies aériennes étrangères. Le secteur touristique peut devenir le plus grand pourvoyeur d'emplois pour les jeunes devant les mines, les hydrocarbures et l'agriculture. Le tourisme, c'est la perspective d'un grand nombre d'emplois diversifiés dans l'hôtellerie, la restauration, le management, la culture, le transport, l'artisanat, la production agricole. Madagascar avec ses 5000 kilomètres de côtes, sa faune et sa flore unique, sa culture et son histoire, est une offre incomparable dans la région.

C'est le développement et la croissance économique qui donneront à l'État les moyens d'offrir à la population les services attendus. L'éducation en est un, primordial. C'est par l'éducation que les Malgaches assureront leur avenir, celui de leurs enfants. La population malgache est très jeune avec une composante de 65 % de moins de 25 ans. Un capital humain formidable mais gaspillé ; un fort taux de déscolarisation, un fort taux d'illettrisme. Les enfants malgaches vont aujourd'hui 7,5 années de moins à l'école que les enfants coréens. Une des explications du sous-développement et de la pauvreté chronique de Madagascar est là, dans le sous-investissement dans ses ressources humaines. Il faudra créer un ministère d'État pour s'occuper de l'enseignement du primaire à l'université et qui gèrera 80 % du budget de l'État. L'éducation doit être totalement gratuite, les écoles privées doivent bénéficier de subventions. Les programmes seront adaptés aux besoins des secteurs de développement. La capacité d'un pays à atteindre une croissance accélérée et soutenue est déterminée par son ouverture commerciale et financière, c'est ce qui lui permet de bénéficier des progrès technologiques et, ainsi, renforcer sa compétitivité. Les investissements dans les ressources humaines sont le principal déterminant de la croissance à long terme. Dans un premier temps, Madagascar devra pouvoir compter sur le soutien de l'aide étrangère.

Après l'emploi et l'éducation, la santé est un secteur majeur. L'État malgache n'a jamais eu suffisamment de moyens pour investir comme il convient dans les services de santé publique. La situation a empiré : le classement des Nations unies sur l'indice de développement humain classe Madagascar à la 135^{ème} place sur 169 en 2010, juste devant les Comores. Il figure parmi les 42 pays ayant un faible indice de développement humain. Moins de 10 % des Malgaches ont accès à l'eau potable et moins de 10 % disposent de latrines aux normes. Les soins coûtent cher dans les hôpitaux publics où l'équipement est inadéquat. Les médicaments sont hors de portée de la majorité de la population. Il faudra développer la pharmacopée malgache basée sur les plantes médicinales qui ont fait leurs preuves. L'Institut malgache des recherches appliquées peut être sollicité pour proposer des médicaments adaptés aux moyens économiques de la population. Une autre solution est la prescription de médicaments génériques. Si aux États-Unis et en Allemagne, leur usage atteint 40 %, il n'y a pas de raison pour que cela ne soit pas possible à Madagascar.

L'instauration d'un système d'assurance maladie est indispensable. Cela se fait déjà dans des pays comme la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Edgard Razafindravahy sait aussi qu'il n'y a pas que l'économie et le social.

Pour réussir l'ouverture, pour attirer les investissements dont Madagascar a tant besoin, il faudra que les institutions retrouvent leur crédibilité perdue. Depuis des années, les principales institutions du pays sont paralysées et ne remplissent plus leur rôle.

Le système judiciaire est dans un état de délabrement. L'absence d'autorité du judiciaire face au pouvoir politique est un des principaux problèmes du pays. Tant qu'un président de la République sera en mesure de gouverner sans respecter strictement la loi constitutionnelle en toute impunité, on ne pourra pas parler d'État de droit à Madagascar.

La Justice a été instrumentalisée par l'État pour servir ses intérêts depuis 1975. Ratsiraka a fait condamner lourdement ses adversaires politiques. Ravalomanana en a fait autant et la Transition n'a pas dérogé à la règle. Il est temps de mettre un terme à cette situation et d'en finir avec la corruption, monnaie courante dans l'appareil judiciaire, étant donné que la Justice a perdu toute crédibilité auprès de la population. La justice populaire gagne ainsi du terrain et les lois communautaires (*Dina*) redeviennent d'actualité.

Madagascar ne peut pas espérer se développer, attirer des investisseurs, conserver ses talents, rassurer ses entrepreneurs s'il ne devient pas un État

de droit. C'est un facteur déterminant. Madagascar ne peut pas se proclamer démocratique tant que son système juridique est perçue comme politisée et corrompue.

Le disfonctionnement de l'appareil judiciaire est une des principales causes soulevées par les bailleurs de fonds comme étant à l'origine de la faillite de l'économie malgache.

Un premier pas a été fait lors des Assises judiciaires, tenues du 8 au 10 février 2012 à l'issue desquelles le syndicat des magistrats s'est engagé à dénoncer publiquement toute personnalité politique qui tente d'influencer les décisions de justice et tout magistrat coupable de corruption avérée. Un beau challenge, dont on attend la concrétisation. Beaucoup de réformes ont été proposées par les magistrats au cours de ses assises, dont certaines exigent des amendements de la Constitution et, surtout, la volonté politique de l'État. Des réformes simples peuvent être apportées avec la création de jury comme dans les pays régis par la Common Law pour juger les crimes, les litiges domaniaux et les larcins. La mise en place de ce système limitera la marge de manoeuvre des juges pour trafiquer la vérité. Comme la loi est faite pour l'homme et non l'inverse, le travail du législateur n'est pas d'expliquer la loi existante mais de la modifier *mutatis mutandis* en fonction de la vision politique de l'État qui doit refaire tout le système

romano germanique (SRG) hérité de la colonisation et toujours en vigueur.

Il y a également le pourrissement de la fonction publique qu'Edgard déplore. Levier de développement pendant la première République, les fonctionnaires sont aujourd'hui la risée et le parent pauvre de la République. Mal payés, mal considérés, accusés de corruption, les fonctionnaires ont beau faire des grèves pour réclamer de meilleures conditions, leur situation ne s'améliore pas. Estimés à 400 000 dans tout le pays, ils vivent et tentent de survivre aux diverses difficultés quotidiennes. Pour redonner leur dignité aux fonctionnaires, il faut notamment lancer la construction de logements sociaux et améliorer les salaires par la révision de la valeur du point d'indice (3 750 actuellement).

Plus que tout, Edgard Razafindravahy croit fermement qu'il faut restaurer l'esprit républicain. Depuis 1975, le pouvoir a toujours été exercé par un gouvernement militaro-civil. La majorité qui sort des élections a pour habitude de puiser certains de ses cadres en dehors des partis et dans des corporations diverses. Des portefeuilles ministériels sont ainsi accordés à des personnalités issues de ces milieux : un général va à la Défense, un médecin à la Santé, un policier à la Sécurité, un magistrat à la Justice, un administrateur civil à la Fonction publique, un expert-comptable aux Finances... Il faut arriver à mettre fin à cette pratique qui entrave

la bonne marche de la démocratie et l'efficacité de l'administration. Il appartient à la majorité gouvernementale de mettre les compétences à la place qu'il faut indépendamment de la nature de son département. Il revient au personnel technique de conseiller le ministre sur les questions relevant de leurs compétences propres.

Ce qui évitera les crises gouvernementales quand un ministre, ayant manqué à ses devoirs, doit démissionner mais il est porté à bout de bras par sa corporation. Et d'éviter qu'une corporation exige que le ministre appelé à occuper un département donné doive être l'un des leurs. La nomination de ministres est un acte politique qui ne doit pas s'embarrasser de considérations corporatistes.

En tout état de cause, la démission doit être une règle absolue quand un responsable a failli à sa mission, à son devoir.

Comme les diverses corporations, les églises exercent aussi une grande influence sur la vie des Malgaches. Madagascar est un pays très croyant et multiconfessionnel. La Constitution garantit la liberté de religion. Ainsi, outre les quatre grandes églises, catholique, protestante, luthérienne et anglicane-, de nouvelles entités communément appelées sectes se sont établies. La communauté religieuse, chrétienne et musulmane, regroupe ainsi la presque totalité de la population.

La relation Église-État est un héritage de la colonisation. Dans les contrées éloignées, où l'administration est absente, l'Église a tenu et tient encore un rôle à la fois éducateur et citoyen. Elle détient aussi une puissante force de communication.

Même si l'esprit républicain dit tendre vers une séparation de l'Église et de l'État, il ne faut pas pour autant réduire l'idée de la laïcité de l'État à la mise au ban de l'Église ou des hommes d'Église. La séparation du rôle entre les deux n'exclut pas une intelligente collaboration pour plus d'efficacité dans le développement. L'idée est de faire en sorte qu'il n'y ait pas plus de monde en prison que dans les temples, contrairement à la tendance actuelle. Il s'agit de créer un levier rassembleur, rôle qui devrait revenir au Conseil chrétien des Églises (FFKM), lequel n'a pas su le faire pour régler la crise politique de 2009. Il ne s'agit pas de dresser les confessions les unes contre les autres à travers des sensibilités politiques ou d'instrumentaliser l'Église à des fins politiques. Il faut néanmoins convenir que les hommes d'Église sont des citoyens à part entière qui jouissent de tous les droits garantis par la Constitution et qui restent des *Raiamandreny* reconnus et écoutés.

L'armée constitue un autre pilier de la République. Elle en est comme on l'appelle : le dernier rempart. Mais en 1975, Ratsiraka avait transformé les militaires en "*militants en uniforme*". Depuis cette

date, l'armée ne sert ni la patrie ni la République mais défend plutôt le pouvoir politique. Les Forces armées sont ainsi devenues une redoutable force politique sur laquelle le pouvoir en place s'appuie au lieu de l'inverse. Une perversion qui est source de nombreux problèmes, en particulier une division et une instabilité au sein des forces armées concrétisées par des mutineries en série depuis 1975 (GMP, CAPSAT, FIGN, BANI...). L'armée s'est reconvertie en un acteur politique même si la discipline militaire l'interdit formellement.

Il faut que l'armée justifie un effectif pléthorique d'officiers supérieurs et généraux (des milliers de colonels et des centaines de généraux) par rapport à l'insécurité dont les causes sont souvent des militaires indisciplinés. L'entretien de l'armée coûte environ 5 % du PIB malgache. Une restructuration s'impose pour arriver à une armée de vocation comme c'était le cas au début des années 60 au lendemain de l'indépendance. Cela suppose de nouveaux critères de recrutement, stricts et sévères, des futurs officiers.

Il faut absolument dépolitiser l'armée et ne faire appel qu'à des civils pour composer le gouvernement. L'armée, qui est au service de tous les citoyens, doit être l'autorité directe du Premier ministre ou du ministre de l'Intérieur.

L'objectif est de constituer une armée comme

solution à tous les maux sur laquelle le peuple peut compter, et non un électron libre source de nombreux problèmes. Pour servir le pays dans son ensemble, l'armée ne peut pas faire partie d'un appareil partisan et politique. C'est le cas dans toutes les grandes démocraties. Certains pays comme Maurice ou la Suisse n'en disposent même pas.

Pour l'instant, alors que Madagascar est à un nouveau tournant de son histoire, c'est sa propre voix intérieure qu'Edgard Razafindravahy doit savoir écouter...

Edgard Razafindravahy



*La mère et le père d'Edgard dans leur maison,
à Avarabohitra Itaosy*



Les camarades de classe de l'école Vinet : Léontine, Paul et Minosoa.

Un homme nouveau, une vision nouvelle



*Edgard entouré de son épouse Rindra et de leurs enfants Dillan,
Audrey et Allan.*



La maison familiale à Antanjona où habite Olga et son mari.

Edgard Razafindravahy



Celly et sa femme Rabantarisoa dans leur maison à Andravoahangy.



Edgard avec le chauffeur du camion Berliet, son frère et ses sœurs.

Un homme nouveau, une vision nouvelle



Sœur Marie Aimée avec le Pape Jean Paul II.



Bureau de la KOBAMA à Soanierana.



Une famille très regroupée autour du chef.



Commémoration du 29 Mars 1947 à Ambohitovo



Conférence sur l'urbanisation avec la Banque Mondiale



Visite du Président de la Transition pour remise de camions bennes



Célébration de la Journée Internationale de la Femme avec le Système des Nations Unies



Session du Conseil Municipal – Hôtel de Ville



*Descente et point de presse avec la JIRAMA
éclairage de la route Digue*



Staff meeting hebdomadaire – Hôtel de Ville



Visite d'une ruelle réhabilitée – Amparibe



Discours d'ouverture de la célébration de la Journée de l'Europe à l'Hôtel de Ville



Inauguration du marché Anjomakely Analakely



Visite des maisons bénéficiaires du projet de réhabilitation des toitures à Imamba en collaboration avec la commune de Montéliér



Inauguration d'un bassin lavoir dans le premier arrondissement



Inauguration du centre de secours des Sapeurs Pompiers à Andravoahangy



Visite d'un centre préscolaire à Ampefiloha



Visite d'un centre d'accueil social de la CUA



Réception des travaux de réfection de chemin public à Ampandrana Est



Inauguration de nouvelles infrastructures (poste avancé Police Nationale, pont, infrastructures sanitaires) à Antaniavo



Visite de courtoisie de dirigeants et membres du LION'S CLUB



Présentation de vœux de Nouvel.An avec l'ensemble du personnel de la CUA

Classement régional des 100 premières entreprises de l'Océan Indien

Classement régional des 100 premières entreprises							
Rang	Nom de l'entreprise	Pays	Secteur d'activité	Effectif	CA en Euros	Résultat net en Euros	Clôturé le
1	Groupe Bourbon	Réunion	Groupe diversifié	8 874	1 114 173 000	105 648 000	31/12/04
2	Groupe Bernard Hayot	Réunion	Groupe diversifié	5 000	520 000	nc	31/12/04
31	Air Madagascar	Madagascar	Transport	1 400	99 023 500	2 572 800	31/12/04
36	Total Madagascar	Madagascar	Industrie hydrocarbures	158	83 620 690	nc	31/12/04
54	Jirama	Madagascar	Electricité, Eau	6 563	59 987 675	-14 138 250	31/12/04
57	Galana distribution pétrolière	Madagascar	Commerce	111	57 205 991	nc	31/12/04
64	Brasseries STAR	Madagascar	Agroalimentaire	1 459	50 660 948	5 197 759	31/12/04
65	Groupe PREY SA *	Madagascar	Groupe diversifié	852	50 180 279	nc	31/12/04
66	Groupe UNIMA	Madagascar	Agroalimentaire	3 400	49 539 397	nc	31/12/04
69	Groupe SOCOTA	Madagascar	Textile	5 677	48 448 276	nc	31/12/04
99	Mauvilac industries Ltd	Maurice	Industrie (Chimie)	450	28 600 143	nc	30/6/04
100	Shibani Group textile	Maurice	Textile	2200	28 457 143	-857 143	30/9/05

Source L'Eco austral hors série, N° 9/Edition 2006

Ci-dessous des citations de journaux et un rapport gouvernemental qui montrent que l'odyssée d'Edgard Razafindravahy à la KOBAMA n'a pas échappé aux observateurs :

L'Express de Madagascar (05/03/2009) : « Mort d'un géant de l'industrie »

“ Trente ans après sa création, Koba Malagasy SA, connue sous le nom de Kobama, a fermé ses portes. Six cents employés et des milliers de paysans producteurs de blé autour d'Antsirabe vont grossir le rang des chômeurs. Les deux turbines en excellent état, capables d'écraser 312 tonnes de blé par jour, seront réduites au silence à Andranomanelatra, faute de silo portuaire par lequel le blé importé doit transiter pour les deux minoteries.

Ce fleuron de l'industrie nationale, unique fournisseur de farine en son temps est une société de droit malgache, détenue majoritairement depuis 1996 par Edgar Razafindravahy, PDG du Groupe Prey. “ *La gestion du silo au port de Toamasina, en état de dysfonctionnement avancé, nous a été confiée en 1997. Réhabilité, il a une capacité de stockage de 25 000 tonnes en graines* ”, explique Edgard Razafindravahy. En 2002, le silo sur la route Digue, fut converti en usine de boulangerie et de pâtisserie industrielle qui alimente les Points chauds de Mouf' rey, appartenant au même groupe. “ *En 2005, la Kobama,*

après avoir subi de plein fouet les effets négatifs de six mois de crise en 2002, fut la cible de l'administration fiscale. Elle devait payer plusieurs milliards d'Ariary au fisc. Une somme difficilement payée sans l'aide de prêts bancaires”, confie Laurent Rajaonarivelo, le directeur général du groupe.

Harcèlement

De mal en pis, quelques mois après, la Kobama se trouve encore menacée de rupture de contrat portuaire avec l'administration du port de Toamasina, avec comme prétexte l'insalubrité des silos. Une sorte de harcèlement. *“Mais ces accusations n'ont pas été validées par les services sanitaires. L'État n'a pas pu résilier le contrat de cette manière”*, raconte le PDG du groupe Prey avec amertume. Quelques mois plus tard, l'administration portuaire de Toamasina revient à la charge en annonçant une réorganisation de l'espace portuaire et invitant tous les concessionnaires à signer de nouveaux contrats avec la SPAT (Société du port à gestion autonome de Toamasina). Celle-ci fait comprendre qu'elle entend reprendre unilatéralement les silos bien avant l'expiration du contrat. C'est pourquoi, la Kobama a signé un contrat de partenariat avec le géant agroalimentaire américain, Seaboard Corporation par le biais de sa filiale locale, Les Moulins de Madagascar.

“ Seulement, la bande transporteuse, nécessaire au déchargement du blé à partir des navires dans les silos, fut coupée par la SPAT avec comme explication la réhabilitation et la modernisation du port afin qu'elle puisse décharger les graines à une vitesse supérieure de 300t/h. La bande transporteuse n'a été plus rétablie au silo de la Kobama. Elle dessert uniquement la nouvelle minoterie de la société Mana, filiale de Tiko ”, affirme Laurent Rajaonarivelo. *“ Ainsi l'usine ne peut plus recevoir de blé ou d'autres graines. Quant à Mana, elle est équipée pour recevoir uniquement pour ses propres besoins ”*, ajoute-t-il. La Kobama de Toamasina ferme en novembre tout en maintenant provisoirement une partie de ses employés. Mais l'affaire ne s'arrête pas là. En anticipation à la construction de l'abattoir Tiko sur la route Digue, Kobama est menacée de reprise de ses installations sur cette route. Sans base juridique valable, l'État cède et se tourne vers les terrains avoisinants. Découragés par les harcèlements des services fiscaux, Seaboard résilie son contrat avec la SPAT. Et sans silo, les minoteries de la Kobama sont dépourvues de blé.

Six cents emplois, des milliers de paysans sans ressources additionnelles et des machines parfaitement fonctionnelles qui ne produisent plus des centaines de millions de chiffre d'affaires par jour.”

Les Nouvelles (24/01/2011)*« Production de farine: Le retour de Seaboard »*

“ La société Seaboard Corp, qui avait cessé ses activités de fabrication de farine à Madagascar en novembre 2008, après avoir dénoncé des “ pratiques déloyales ” de Tiko, la société agroalimentaire de l’ancien président Marc Ravalomanana, vient d’annoncer son retour. “ Maintenant que Tiko a été écarté, il y a de nouveau des opportunités d’affaires à Madagascar ”, a annoncé le directeur général de LMM Farine SA, la filiale malgache de Seaboard, ajoutant qu’en termes de retour sur investissement, Madagascar présente des perspectives particulièrement attrayantes pour Seaboard ”. Et de fait, le redémarrage des activités de la société ne tardera pas, puisque la première cargaison de blé est prévue pour la fin du mois de février, et la production de farine devrait reprendre dès le début du mois de mars. LMM Farine louera un moulin de la compagnie Kobama, à Antsirabe, et pourra stocker 24 000 tonnes de blé à Toamasina. Les responsables de la société espèrent moulin 4 000 tonnes de farine par mois et générer 25 millions de dollars de chiffre d’affaires cette année. Mais les dirigeants de LMM Farine ne comptent pas s’arrêter en si bon chemin: ils ont prévu de doubler ce chiffre d’affaires d’ici 2012, date à laquelle ils devraient atteindre les 50 millions de dollars. Pour ce faire, le directeur général explique qu’il va s’agir à la fois de diversifier les activités de la société et de promouvoir la consommation de pain

auprès d’un public davantage tourné vers le riz. Une tâche difficile, lorsqu’on sait que la consommation moyenne des Malgaches est de 6 kg par personne et par an, contre 133 kg de riz.

Ministère du Commerce (2011)*« Filière farine - Seaboard reprend du service »*

“ Créée en 1918, à Shawnee Mission, Kansas aux États-Unis, où se trouve son siège, la Seaboard Corporation est cotée en bourse aux États-Unis. Elle fait partie des 1 000 premières compagnies dans le classement du magazine spécialisé Fortune. Elle génère un chiffre d’affaires annuel de 2 milliards de dollars et emploie plus de 9 500 personnes, dont 5 000 aux États-Unis. Seaboard est une filiale de la Seaboard Flour, une société qui appartient à la famille Bresky.

Si la société américaine avait déclaré il y a quatre ans qu’elle avait décidé de se lancer, après avoir été encouragée par l’ouverture du gouvernement de Madagascar aux investissements internationaux ainsi que par les solides liens de coopération entre les États-Unis et la République de Madagascar, actuellement il semblerait que son choix de revenir dans la Grande île est surtout motivé par la peur de tout perdre alors qu’elle a tout à gagner.

Présence en Afrique renforcée

Outre ses activités dans la minoterie et le transport maritime, Seaboard Corporation est également présent dans plusieurs secteurs de la filière agroalimentaire, dont la production de viande de porc, de la canne à sucre et des fruits. Et quant on sait dans quel contexte se trouve actuellement le marché de l'alimentaire de base, il est clair que la société ne manquera aucune opportunité pour se relancer dans un pays connu pour son potentiel dans le domaine de l'agro-business. Avec son implantation à Madagascar, la Seaboard Corporation renforce également sa présence en Afrique. "Les Moulins de Madagascar", lors de sa création, était la quatorzième minoterie dans la région. Les autres unités étant implantées au Congo, au Lesotho, au Nigeria et au Mozambique entre autres. En dehors du secteur pétrolier et minier, Seaboard est l'un des plus importants investisseurs américains en Afrique. Ce serait la plus grande minoterie implantée sur le continent.

Le directeur général de "Les Moulins de Madagascar Sarl" a déclaré que sa société pourra, à l'avenir, influencer sur le coût de la farine aux consommateurs. "Avec les moyens dont nous disposons, nous pouvons fournir des produits de qualité à des prix très compétitifs", précisait-il. Avec une consommation de près de 100 000 tonnes de farine annuellement, le marché local offre en effet un potentiel de

développement certain pour les opérateurs étrangers qui maîtrisent ce secteur. La firme américaine importait aussi du blé par le biais de son important réseau africain. Le transport pouvant être assuré par ses propres navires. Bref, la concurrence s'intensifie sur le marché de la farine et les consommateurs espèrent que cela aura rapidement une influence sur le prix. Notons que la farine consommée dans la Grande Ile provient de plusieurs pays dont la Turquie et l'Égypte. Une entreprise française est également très active dans cette filière mais s'intéresse surtout à la clientèle industrielle, la biscuiterie en particulier.

Kobama, un partenaire crédible

Sur le marché de la farine locale, l'offre reste largement inférieure à la demande. La création d'emplois, la diversification de la base économique et une présence sur le marché régional sont les retombées attendues pour le pays. Seaboard a trouvé en la Kobama, une minoterie qui a intégré le groupe Prey en 1995, le partenaire idéal pour réaliser ses ambitions dans l'océan Indien.

Edgar Razafindravahy, le PDG de Kobama, soutient que le partenariat est la voie toute indiquée pour le développement des entreprises malgaches. "Les investisseurs ne viennent que s'ils trouvent des partenaires crédibles et un cadre favorable au développement de leurs affaires".

***Les réalisations d'Edgard Razafindravahy
à la CUA, en pleine période difficile
qu'est la Transition***

SOCIAL ET CULTUREL

- **2 octobre 2009** : Mise en œuvre d'un programme sanitaire social (26 associations de femmes).
- **21 octobre 2009** : Accord de partenariat avec la Jovenna pour l'acquisition de tôles pour le changement des toitures des habitations de la Cité Imamba, abritant 392 personnes.
- **12 novembre 2009** : Protocole d'accord de collaboration entre la CUA et l'IISM (Institut Islamique de Madagascar) pour la réhabilitation du bureau du Fokontany d'Antaniavo, la construction d'école, de jardins, et de parkings, promesse de dotation d'ambulance pour usage en milieu scolaire, édu-cations des enfants défavorisés, construction de dispensaire.
- **25 novembre 2009** : Actions sociales au niveau des écoles publiques comme EPP Atsimon'i Mahamasina et Ampefiloha.
- **27 mai 2010** : Lancement des travaux de construction du complexe culturel Antsonjombe avec la présidence et le gouvernement.
- **09 novembre 2010** : Protocole de collaboration entre ROSSY et CUA pour un projet de construction de centre culturel dédié à la formation concernant le *Hira Gasy*, *Diby Gasy*, salle d'exposition et de spectacle.

- **22 juin 2010** : Assistance aux sinistrés lors de l'effondrement d'une maison à Ambanin'Ampamarinana (Soins médicaux gratuits, distribution de PPN et de couvertures).
- **29 mars 2010** : Célébration du 29 Mars : grand spectacle offert par la CUA à Antsonjombe avec la participation de 18 artistes.

SANTÉ, PROPRETÉ ET HYGIÈNE

- **3 octobre 2009** : Opération "Angaredona", assainissement et grands travaux de nettoyage dans la Ville Haute, réalisé par les responsables de la CUA (membres du staff y compris).
- **5 octobre 2009** : Sensibilisation des divers responsables des 192 Fokontany à la Tranompokonolona Isotry sur la propreté de la ville dans le cadre de la vision "Ville constamment propre".
- **29 octobre 2009** : Campagne de lutte contre la grippe H1N1 par l'assainissement au niveau de la gare routière et stationnement du Fasan'ny karana à Anosizato, avec la participation de l'AOTRAVO (Association des Transporteurs et des Voyageurs), des marchands, des transporteurs et de l'équipe du BMH dirigée par le DSFEH, Dr Hajatiana Raha-rinandrasana. 250 litres de produits désinfectant (hypochlorite de calcium) ont été pulvérisés dans les box, pavillons, bacs à ordures et les aires de stationnement des taxis brousse.
- **4 novembre 2009** : Acquisition de deux tractopelles, dons de la Société COLAS pour optimiser

les travaux de nettoyage et de curage des canaux d'évacuation des eaux usées et pour nettoyer le site de la décharge municipale à Andralanitra.

- **4 novembre 2009**: Acquisition de 250 gilets fluorescents destinés aux agents balayeurs du grand axe partant d'Anosy vers le rond point d'Anosizato.

- **9 novembre 2009** : Campagne de décannisation au niveau des arrondissements.

- **8 juillet 2010** : Journées municipales de santé et d'hygiène pour le dépistage gratuit du diabète, de la cataracte, des MST/IST et CIH, de la malnutrition.

- Participation de l'Amadia, *Sight First*, ONN, Somacar, banque de sang de l'HJRA.

- Ouverture officielle de la campagne de circoncision collective sur 2 mois (juillet et août).

- **22 septembre 2010** : Santé : partenariat avec le Rotary Club Doyen : Don de 2 défibrillateurs (à 1 850 € l'unité) et de 6 électrodes (de 32 € l'unité).

- **30 décembre 2010** : Eau : *Water Card* pour une meilleure accessibilité à l'eau potable, Partenaire WaterAid-UNICEF Madagascar

INFRASTRUCTURES

- **Juillet 2009** : Infrastructures PPP : Construction et réhabilitation de douche publique dans le Fokontany Antanimora Ampasanimalo dans le 2^e arrondissement, partenaire CARE international, estimation: 40 millions Ar.

- **4 novembre 2009** : Protocole d'accord PPP entre la CUA et Total Madagascar pour la construction de

nouvelles infrastructures dans 17 *fokontany*.

- **19 novembre 2009** : Visite du PDS dans la Commune Urbaine d'Ivato Aéroport dans le cadre de l'OPCI, au cours de laquelle Edgard Razafindravahy a fait un don de 2 500 000 Ar à titre personnel à cette commune pour les travaux d'embellissement et réhabilitation en cours en son sein.

- **20 novembre 2009** : Discussion avec MM. Nicolas-Yves Le Clec'h et Olivier Pezet de l'Agence française de développement, sur le financement de quatre projets qui lient la CUA à l'AFD et aux communes formant le Grand Tana. Il a été question de :

- la refonte du système de gestion des déchets,

- l'agglomération qui comprend la CUA et douze autres communes environnantes,

- la fermeture de la décharge d'Andralanitra pour 15 millions d'Euros,

- l'état d'avancement d'un projet dénommé *lalankely* pour 15 millions d'Euros.

- **20 novembre 2009** : Analyse du Projet de la Rcade Nord-Est reliant Marais Masay à la RN 11 en passant par Ankadikely llafy et Ambohimangakely.

- **24 novembre 2009** : Protocole d'accord PPP entre Sogea-Satom (un groupe de Vinci Construction) et la CUA, concernant une contribution financière d'un montant d'Ariary 19 000 000 de la Sogea-Satom représenté par son délégué et la CUA, sur un financement de 19 millions d'Ariary réparti comme suit : 10 millions pour la salle de mariage de

chaque arrondissement, et 9 millions aux Fokontany. La gestion est confiée à la CUA.

• **1 décembre 2009** : Signature d'un protocole d'accord PPP avec la société Bao Lai concernant l'octroi d'une somme de 12 millions d'Ariary pour l'année 2010 destinée à l'assainissement, au développement et petites réhabilitations au niveau des fokontany.

• **11 décembre 2009** : Protocole d'accord de collaboration PPP avec la Shell de 5 350 000 Ariary pour le financement des travaux d'embellissement de la rue Foloalindahy Besarety jusqu'à Mahavoky.

• **1 mars 2010** : Entretien des rues de la capitale : Coopération avec COLAS, travaux à Ampasapito, à Soarano, à Analakely, aux 67 Ha ou partout ailleurs dans les six arrondissements de la CUA. Le coût des travaux était de 400 millions d'Ariary. Le volume des travaux se résume à 7 800 m² de chaussées, pavés, escaliers, 700 m de bordures, 1 200 m de trottoirs, 15 m³ de mur de soutènement, 700 m de caniveaux et égouts.

• **27 mai 2010** : Réhabilitation d'un mur de soutènement du Rova Manjakamiadana dans le cadre du PPP en collaboration avec les riverains des fokontany Andafiavaratra, Manjakamiadana, Andohamandry.

• **27 mai 2010** : Lancement des travaux PPP dans le 2^e Arrondissement par l'inauguration d'une ruelle en brique à Tsiadana et la participation de Care International, l'ONN et la RIF.

• **2 juin 2010** : PPP : Lancement des 1.000 micro-

projets qui répondent aux besoins fondamentaux des citoyens ayant un coût moyen de réalisation de 1 000 000 Ariary : ruelles, canalisations, bornes fontaines, aires de séchage.

• **11 mai 2010** : Infrastructures PPP : Lancement des travaux de réhabilitation de ruelles à Ambohidahy Ankadindramamy dans le 5^e Arrondissement.

• **15 juin 2010** : Infrastructures Fokontany Amparibe du 1^{er} Arrondissement : réhabilitation du Bureau du Fokontany. Inauguration d'une ruelle de 100 m et d'une borne fontaine, dans le cadre du Partenariat MATD/CUA qui prévoit la réhabilitation de 14 bureaux de Fokontany de la CUA. Réhabilitation d'un escalier (tohatohabato) de 30 m d'un montant de 4 000 000 Ariary.

• **15 juin 2010** : Descente dans les Fokontany Tsarahonenana, Tsimialonjafy, Andraisoro et Ambohidahy Ankadindramamy Bassin lavoir réhabilité, financement de la CCPREAS.

• **22 juin 2010** : Partenariat JIRAMA/CUA : Éclairage de la route digue Andohatapenaka. Prestataire Genelec.

• **6 juillet 2010** : Infrastructures PPP : Réhabilitation des toitures des maisons de la Cité Imamba Soavimasandro. Partenaires Jovenna, ministère de la Population, Mairie de Montélier.

• **6 juillet 2010** : Acquisition de quatre véhicules, trois motos, ordinateurs et appareils électroniques grâce au PPP.

• **10 juillet 2010** : Infrastructures PPP-Mise en

place de bacs à ordures intermédiaires pour le Fokontany d'Amparibe. Partenaires ENDA-OI.

• **23 juillet 2010** : Infrastructure PPP : Inauguration du marché de Mahamasina, Partenaires : ETRAD-COLAS.

ASSAINISSEMENT

• **2 décembre 2009** : Assainissement des marchands illicites et sensibilisation pour qu'ils rejoignent les marchés Andravoahangy, Namontana, Antaniavo Akazomanga, Pochard.

• **2 décembre 2009** : Assainissement des SDF du pont de Behoririka, d'Andravoahangy Mascar et de la BOA.

• **3 décembre 2009** : Conférence de presse d'Edgard Razafindravahy sur les travaux d'assainissement de la ville d'Antananarivo sur :

- le Nettoyage quotidien des trottoirs du quartier de Behoririka,

- la sensibilisation des marchands informels,

- l'interdiction de toute activité de vente devant l'hôpital Befelatanana.

• **10 juillet 2010** : Assainissement : Déplacement des vendeurs de briques d'Ampasika derrière le nouveau jardin.

• **23 juillet 2010** : Assainissement Curage du canal Andriantany depuis Anosibe jusqu'à Tsaramasay. Partenaires : MATD (360 000 000 Ar), 6 camions, 3 pelles mécaniques, 1 chargeur, appui technique de l'APIPA, HIMO financé par l'AFD.

• **Juillet 2010** : Assainissement : Signature de l'accord de partenariat entre l'AFD-CUA-SAMVA pour la sécurisation d'Andralanitra.

• **30 juillet 2010** : Assainissement : En prévision de la saison de pluie, la SAMVA a curé et élargi le canal long de 350m d'Andravoahangy à Ambodivona.

• **6 septembre 2010** : Assainissement propreté : Grand nettoyage des marchés " petite vitesse " et place Andrianjaka par DPU-Sapeurs-pompier-BMH

INFORMATION, EDUCATION ET FORMATION

• **27 mai 2010** : Contribution de la CUA à la réalisation des examens CEPE blanc pour les 13 000 candidats répartis dans 94 EPP de la CUA. Prise en charge de l'impression des sujets (encre et papiers).

• **6 juillet 2010** : Partenariat avec Holcim : formation de 30 formateurs en maçonnerie pour renforcement de capacité.

• **8 juillet 2010** : Partenariat avec la Région Île de France : formation de 100 apprentis maçons à l'ININFRA.

• **11 juillet 2010** : Information sensibilisation sur les pénalisations encourues sur les constructions illicites.

• **10 octobre 2010** : Facilitation et mise à disposition des renseignements pour le permis de construire : affiche dans les arrondissements, formulaire en ligne sur le site Web, guichet de renseignement dans les

bureaux administratifs.

• **18 juin 2010** : Police municipale : Sortie officielle de la promotion TARATRA composée de 48 policiers.

• **23 août 2010** : Formation des chauffeurs et receveurs par la CUA à l'IMV.

• **24 novembre 2010** : Opération EKA (Ezaka Kopia ho an'ny Ankizy) ; 838 copies distribuées dans le 5^e Arrondissement.

• **10 décembre 2010** : Soutien à M. Ramiandrasoa Soloniaina, 21 ans, issu du Corps des sapeurs pompiers d'Antananarivo qui a représenté Madagascar dans le Championnat d'Afrique de Triathlon.